

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 14 (1128) 27 mars 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2-3

Pas de demi-droits pour les immigrés



INDEX

L'honneur sauvé des sidérurgistes

Cockerill-Sambre veut
les 35 heures

..... P 6

Dehaene : "Travaillez pour un bol de riz"

Contrat d'avenir ? Non,
partage de la misère !

..... P 7

Enquête dans la zone Turquoise

Rwanda : démasquer les
médiamentonges

..... P 10

Ca va barder en sidérurgie

Clabecq en danger,
tous concernés

..... P 12

Pourquoi les flics matraquent les jeunes

Témoignage
de Danilo (22 ans)

..... P 17

Enseignement, supplément spécial

Le peuple ou l'élite ?

..... P 20 - 24

24 mars : des milliers de manifestants, à l'appel d'Objectif 479.917, ont exigé les droits entièrement égaux pour les immigrés. Refusant la demi-mesure du droit de vote limité aux communales. La revendication "naturalisation automatique après cinq ans" est de plus en plus soutenue : organisations de jeunes, profs, travailleurs, syndicalistes, réfugiés comprennent que des êtres humains à part entière doivent avoir plus que des demi-droits.



Manif Objectif : pluraliste, dynamique, convaincue...

Norbert Van Overloop, Paul De Mont et Rik Tournelle

Dimanche dernier. Bruxelles émerge du brouillard. Plus de cinq mille antiracistes et antifascistes marchent du Nord vers le Sud (d'une gare à l'autre). Slogans colorés, calicots nombreux et clairs : "Droits égaux maintenant !" "Egalité par la nationalité automatique"...

La revendication d'Objectif est de plus en plus populaire

Organisations de jeunes, syndicats et immigrés largement représentés

Une manifestation vraiment pluraliste. Des jeunes et des plus âgés. Des Blancs, des Bruns, des Noirs. Des rouges et des verts... Mais un monde politique manifestement aux abonnés absents. Une manifestation portée à bout de bras par d'innombrables délégations, petites et grandes, d'organisations de bases, de groupes syndicaux. Plus de cent cinquante organisations ont signé la plate-forme de la manif. Le CNCD flamand (NCOS) réclame "droits égaux pour le Nord et le Sud". Plus loin, on remarque notamment Ecole sans racisme, les Magasins du Monde de diverses villes, les Chrétiens pour le Socialisme...

Pour les jeunes, l'égalité va de soi

Deux organisations de jeunes, très influentes en Flandre, les Chiro et la Kaj sont présentes en force : «Démocratie s'appelle notre système, mais aux élections les immigrés n'ont aucun droit ! Droits égaux maintenant : voilà pourquoi nous voulons nous battre !» Rebelle ne reste pas à la traîne : "Racisme, fascisme, non ! Faites payer les riches !" Beaucoup d'animation aussi auprès d'organisations immigrées, marocaines, turques, kurdes, et



des groupes africains, chants et danses...

Il faut qu'on cesse d'ignorer la pétition du siècle

L'an dernier, Objectif 479.917 a rassemblé plus d'un million de signatures soutenant la revendication de naturalisation automatique après cinq ans de séjour en

Belgique. Le gouvernement a décidé d'assouplir la naturalisation, mais en fait la nouvelle loi Erdman ne peut guère être appelée assouplissement : un formulaire de demande de douze pages, le maintien d'une enquête humiliante sur l'intégration, un fichage par l'ordinateur de Schengen... Bref, le monde politique traditionnel refuse - malgré la pétition du siècle - de combattre vite et sérieusement le racisme.



En tête du cortège, de rares politiciens dont Luc D'Hoore (CVP), Jef Ulburghs (Agalev), Cécile Harnie (qui a déposé le projet de loi pour l'égalité) et Michiel Vandebussche (SP)



Aux couleurs rouge et verte

Présence remarquée de la CSC et de la FGTB

Des dizaines de drapeaux rouges et verts. Impossible de les manquer. A la CSC, les régionales de Bruxelles, Malines et Anvers avaient appelé à participer à la manifestation. Guido Deckers, responsable de la Fédération CSC-Anvers pour la lutte contre le racisme, marchait derrière le grand calicot de sa fédération : «Droits égaux : dans les élections sociales depuis 1971 - à quand dans les élections politiques ?» Deckers nous a précisé : «Notre fédération appelle officiellement à la manifestation. Vous trouverez dans notre groupe des gens d'Union Minière Hoboken, Alcatell Bell et des militants de notre groupe de travail «Rempart contre la montée de la droite».

D'autres syndicats et entreprises ont été remarqués : Guy Tordeur, secrétaire de la fédération de Bruxelles, Guy Tissen, secrétaire LBC-Vilvorde (CNE flamande), des militants de la distribution, de Sabena, des métallos. «Nous sommes présents, malgré tous nos problèmes avec les transports de fonds !» dit fièrement un militant de la centrale CSC du secteur des transports, en brandissant le drapeau de sa centrale.

Du côté francophone, nous avons noté la présence de plusieurs responsables CNE (employés CSC) : Pierre Pravata, secrétaire général, Jean-Marie Piersotte, secrétaire national du secteur industrie, René-Paul Malevé, secrétaire Brabant wallon, Fabrice Epis, secrétaire de Bruxelles. Etaient également présents : Jean Daems secrétaire du MOC et Michel Goffin, secrétaire général des Equipes Populaires.

«La fois passée, nous étions dix. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que cinq, observe un manifestant. L'influence du racisme se fait sentir parmi nos affiliés. En tant qu'antiracistes, nous devons donc doubler nos efforts. Il faut dire que la direction mène une véritable terreur dans notre usine en affirmant qu'elle ne pourra survivre qu'à condition qu'on diminue le nombre de travailleurs. Ce matraquage sur la compétitivité mine la solidarité».

Parmi les drapeaux rouges FGTB, un groupe des Forges de Clabecq, la première Usine sans Racisme, en grand nombre, malgré la menace de fermeture (photo p. 12). Des militants CGSP Enseignement ont

répondu à l'appel de leur journal syndical "Tribune". Une voiture radio de la CGSP-Limbourg avec plusieurs bus.

Des militants SETCa de DHL, Belgavia, Côte d'Or etc. avec leur secrétaires Hendrik Vermeersch et Henri-Jean Ruttiens. Les secrétaires SETCa du secteur industrie de Bruxelles-Hal-Vilvorde avaient écrit une lettre à leurs militants pour les inviter à la manifestation. La régionale FGTB de Malines avait diffusé son propre tract pour mobiliser ses affiliés. «Nous mettons nos propres accents. Nous insistons sur la lutte contre le racisme. Nous soutenons la revendication de la naturalisation automatique, bien que ce ne soit pas notre premier point» explique Paul Verstele.

Les postiers (et postières) ont confectionné des autocollants à placer sur les boîtes aux lettres "Ici, pas de propagande raciste et fasciste". Ceux des vicinaux anversois ont créé un comité spécial pour l'embauche d'immigrés, actuellement limités aux citoyens de l'Union Européenne. «Notre action est de plus en plus soutenue par les syndicats».



Présence remarquée de militants de La Poste et des bus vicinaux flamands avec leurs propres panneaux et autocollants.

Il n'y a pas d'hommes illégaux, mais seulement des lois inhumaines



La cible de nombreux manifestants était le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte et ses attaques contre les réfugiés. Une quinzaine d'organisations de réfugiés avaient signé l'appel à la manifestation. Notamment Truth, Coordination Chile Solidaridad, le Centre social protestant...). Très significatif. Ces organisations réclamaient, avec Frontières Ouvertes, le

retrait immédiat des projets de loi de Vande Lanotte. "Il n'y a pas d'hommes illégaux, mais seulement des lois inhumaines". Ce qui scandalisait le plus, c'était la possibilité d'enfermer des gens pour une durée indéterminée. Beaucoup de petits panneaux fabriqués individuellement plaçaient Vande Lanotte sur la même ligne que le Vlaams Blok.



EDITORIAL

Quelle solidarité ?

Kris Hertogen

Le Contrat d'avenir pour l'emploi est un pacte social par lequel patrons et syndicats s'unissent pour défendre ensemble la compétitivité. Quiconque étudie ce texte, constate qu'il s'agit d'une nouvelle étape dans la régression sociale : démantèlement de l'index, baisses de salaire, flexibilité accrue, hamburgerjobs. Ce contrat engage la Belgique sur la voie de la Grande-Bretagne où les bas salaires sont une cause importante de misère. Ce Contrat d'avenir est présenté comme une opération de solidarité entre ceux qui possèdent (les travailleurs) et ceux qui ne possèdent pas (les chômeurs). Les uns doivent baisser leurs salaires pour donner du travail aux autres. PS et SP vantent cette solidarité dans la misère. C'est Lafontaine, le socialiste allemand, qui a lancé l'idée dans le groupe VW-Allemagne : baisse radicale du temps de travail en échange de la baisse du salaire. Son collègue français Rocard défend l'idée depuis 1993 dans le mouvement socialiste européen.

Par cette offensive idéologique, les dirigeants socialistes démontrent à nouveau qu'ils ont complètement trahi le marxisme. Chez eux, ce n'est la possession du capital, mais la possession d'un travail qui est considéré comme la ligne de démarcation sociale. Ce ne sont pas les patrons, mais les travailleurs, forcés de vendre leur force de travail au patronat, qui sont considérés comme des privilégiés, des riches. Ainsi, les socialistes transforment le mot d'ordre "Faites payer les patrons" en "Faites payer les travailleurs". Tandis qu'ils offrent des milliards aux patrons, ils dépouillent les travailleurs de leur index. Ils privent ainsi les mors "riche" et "solidarité" de leur signification de classe. Pour un marxiste, la société est plus que jamais traversée par l'opposition entre travail et capital. La solidarité est une arme dans la lutte qui unit tous les travailleurs, actifs et non-actifs, contre le grand capital. Certains prétendent que le Contrat d'avenir est nécessaire pour arrêter le fascisme. Le contraire de la vérité. La "défense de la position concurrentielle" est une version moderne de l'idée fasciste du solidarisme : travailleurs et patrons auraient les mêmes intérêts et devraient se battre ensemble contre les travailleurs de la concurrence. Les fascistes aussi ont manipulé l'idée de "solidarité" pour saigner les travailleurs. Dans le cadre de sa "lutte contre le chômage", le fasciste Mussolini introduisit en 1934 la semaine de 40 heures avec baisse du salaire. Les travailleurs de Cockerill-Charleroi ont rejeté la proposition de baisse des salaires. Dans un référendum, ils se sont prononcés à 80 % pour la semaine de 35 heures avec maintien du salaire et embauches compensatoires. C'est à partir de ce point de vue que les syndicalistes auront à empêcher que leurs dirigeants nationaux signent le Contrat d'avenir.

Début de l'attaque en douce contre l'index

Pas de signature syndicale sous le "contrat d'avenir"

Les négociations sur le "contrat d'avenir" s'accroissent. Dehaene veut boucler l'affaire avant Pâques. Il est donc urgent de réagir et d'empêcher les directions nationales des syndicats de signer. Car les salaires et l'index sont sérieusement menacés.

Kris Hertogen

Dehaene a soumis aux patrons et aux syndicats, le lundi 18 mars, une note contenant les lignes de force d'un "contrat d'avenir pour l'emploi". Leur réponse est attendue pour le 27 mars. Le ministre prévoit une ultime négociation et un accord pour le 3 avril.

Au centre de la note Dehaene figure la politique salariale. Le premier ministre renvoie pour cela au rapport Tollet. Le socialiste Robert Tollet est président du Conseil Central de l'Économie (CCE). Au sein de ce Conseil, il a négocié pendant des mois avec les patrons et les syndicats la révision de la loi sur la compétitivité. Cette loi existe depuis 1989 et permet au gouvernement d'intervenir sur les salaires lorsque les Chambres estiment que la compétitivité est menacée. C'est ce qui s'est produit lors du Plan global de 1993 pour la période 1994-96. Le rapport Tollet plaide pour une autre approche. Patrons et syndicats devraient s'entendre, au niveau interprofessionnel, sur une norme maximale pour les négociations salariales dans les secteurs et les entreprises. Pour la première fois dans l'histoire d'après-guerre, cette norme porte sur les augmentations du salaire nominal, donc aussi bien sur l'indexation (maintien du pouvoir d'achat) que sur les augmentations salariales réelles (augmentation du pouvoir d'achat). Avec cette réforme, le système de salaires belge s'approche à grands pas du système allemand. Il n'existe pas d'indexation automatique en Allemagne et il y a chaque année une négociation globale, y compris sur le maintien du pouvoir d'achat.

Système d'index : incompatible avec la compétitivité

Robert Tollet se fait fort de pouvoir ainsi "sauver" le système d'indexation belge avec le nouveau système salarial (voir encadré). Qu'en est-il ? Que se



Le gouvernement prévoit de limiter l'augmentation des salaires dans le cas où l'indexation serait supérieure à ce qui est prévu. Cela revient à ouvrir la porte à des baisses de salaires au nom de la compétitivité.

passera-t-il par exemple si l'inflation en Belgique s'accroît de 2 % plus vite que prévu ? Il faudrait alors une indexation de salaire non-prévue. Ce qui signifie une coupe dans les salaires. Car dans toute CCT figure obligatoirement une clause, qui « permettrait que l'augmentation des salaires hors indexation soit limitée pour compenser la différence entre l'indexation constatée dans la période précédente et l'indexation attendue. » En d'autres termes : ce que vous recevrez d'une main, il faudra le rendre de l'autre.

Le point de départ du rapport Tollet est la liaison des salaires belges aux allemands. Que se passera-t-il si les syndicats allemands ne parviennent pas à obtenir des augmentations salariales qui peuvent compenser l'inflation ? En 1995, par exemple le pouvoir d'achat des salariés allemands a reculé de 1 % et de 4 % les deux années précédentes (ensemble). A inflation égale, les salaires nomi-

naux en Belgique augmenteraient plus vite qu'en Allemagne. Le pouvoir d'achat belge devra être limité.

Vers des baisses de salaire

« Dans le cadre de son avis annuel, prévoit le rapport Tollet, le Conseil Central de l'Économie comparerait l'évolution salariale belge avec celle de ses principaux partenaires commerciaux. Si un dépassement de plus de x % est constaté, les partenaires sociaux interprofessionnels négocieraient un nouvel encadrement salarial qui, à terme, corrigerait le dérapage. » Et si les syndicats refusent, « le gouvernement interviendrait dans la formation des salaires. » Tout comme en Allemagne on négociera sur le maintien du pouvoir d'achat. En Allemagne cela se fait avant, en Belgique on corrigera après. De cette manière le système belge est

liquidé en silence. Il ne restera que la façade pour calmer les syndicats.

Les patrons allemands exigent aujourd'hui une baisse de salaire de 20 %. Pour y parvenir, ils veulent faire travailler les gens une heure de plus par semaine (sans rémunération) et supprimer une série de primes. Si seulement la moitié de ce plan se réalise, l'évolution salariale en Belgique dépassera de 10 % celle de l'Allemagne. Et dans le cadre de la "correction des dérapages", les syndicats belges devront négocier une réduction de salaire de 10 %. Les dirigeants syndicaux doivent refuser de s'engager dans cette voie. Ils doivent soutenir les revendications salariales en partant des besoins des travailleurs. La compétitivité est une affaire patronale, pas des travailleurs. Ce sont les patrons qui doivent payer pour les nouveaux engagements par la généralisation de la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et sans flexibilité.

Le calcul de la norme maximale

Chaque année, le CCE rédige un rapport comparant l'évolution des salaires en Belgique à celle des pays de la même zone monétaire (Allemagne, Pays-Bas et France). Sur cette base, des représentants nationaux des patrons et des syndicats s'entendent sur une « augmentation acceptable des salaires nominaux en Belgique ». Par augmentation du salaire nominal, on entend l'augmentation salariale totale, adaptations à l'index incluses ! S'il prévoient une augmenta-

tion de 6 % des salaires nominaux dans les trois pays voisins durant les deux années suivantes, les salaires en Belgique — index compris — ne pourront augmenter que de 6 % pendant ces deux années. Ensuite ils font une estimation de l'augmentation des prix sur ces deux années. Sur cette base, ils déterminent le nombre d'indexations prévues. Si une hausse des prix de 4 % est prévue en 1997 et 1998, ils prévoient deux indexations de 2 %.

La norme maximum pour les augmentations de salaire (hors index) correspondra à la diffé-

rence entre ces deux données.

- Adaptation acceptable des salaires nominaux : 1 %.
- Indexations attendues : 4 %
- Norme maximum des augmentations réelles : 2 %.

Les négociations salariales au niveau du secteur et de l'entreprise dans les deux années à venir devront obligatoirement se limiter à cette norme interprofessionnelle de 2 %. Si dans certains secteurs, on dépassait cette norme, le surplus devrait automatiquement être consacré à l'emploi.

Razzia de la gendarmerie

La gendarmerie de Geel, en Campine anversoise, a arrêté 17 réfugiés samedi dernier. Elle a prétendu qu'il s'agissait d'une action contre la traite d'êtres humains. L'organisation Frontières Ouvertes et le Comité antiraciste de Geel dénoncent ces actions. Les immeubles vivent ces réfugiés étaient bien connus des gendarmes, disent-ils. Plusieurs de ces réfugiés militent dans l'organisation *Truth*, qui défend les droits des réfugiés. Abou Sanako, son fondateur, a aussi été arrêté, alors qu'il réside tout à fait légalement en Belgique. Une cinquantaine d'antiracistes ont organisé une manifestation le jour-même. Ils ont protesté contre l'attaque de la gendarmerie et les projets du ministre Vande Lanotte, qui veut expulser chaque année 15.000 prétendus "illégaux". Pour atteindre cet objectif, le ministre et ses gendarmes devraient déporter chaque jour 41 personnes. D'où la nécessité d'organiser de nombreuses actions contre les razzias dans les quartiers immigrés et les immeubles où vivent des réfugiés.

Avenue Joseph Hick

L'avenue Charles Woeste à Bruxelles, vient d'être symboliquement rebaptisée par le comité de soutien à Joseph Hick. Cet enseignant révoqué, se bat depuis près de dix ans pour avoir le droit de se défendre devant une Chambre de Recours, pourtant prévue par la loi. Le comte Charles Woeste (1837-1922) s'est par contre constamment opposé à l'adoption du suffrage universel, a soutenu l'armée et les gardes civiques qui ont tué 24 manifestants au Pays Noir en 1884 et 8 à Jolimont et Mons en 1893. C'était aussi un farouche partisan du seul enseignement catholique. Joseph Hick voulait ainsi marquer que sa lutte pour les droits démocratiques dépasse le cadre de ses revendications personnelles.

Bas salaires : cause de misère

La situation britannique montre à quoi mène le "contrat d'avenir"

Kris Hertogen

Une femme qui travaille sept nuits par semaine de 17h à 9h dans une maison de repos pour 61 F l'heure ou un agent de gardiennage qui travaille 100 heures par semaine pour une livre britannique (45,6 FB) l'heure... Ce ne sont que quelques-uns des cas frappants signalés à *Low Pay Unit*, organisation londonienne qui soutient les travailleurs mal payés en Grande-Bretagne. «Paradoxalement, les salaires sont une des causes principales de la misère dans notre pays»,



Par une menace de démission bidon, le bourgmestre de Liège (ici à un congrès du PS) cherche à mobiliser ses échevins pour une réforme budgétaire et ses conséquences néfastes pour les agents communaux.

Liège : crise bidon

«Retiens-moi ou je pars» (J.M. Dehousse, acte 1)

Le bourgmestre de Liège, Jean-Maurice Dehousse menace de démissionner. Quelques jours plus tard, après que la presse bourgeoise se soit bien moqué de lui et ait dénoncé son esbroufe, il décide "héroïquement" de... rester.

Stef Van Thuyne

Qu'on ne s'y trompe pas ! Les agitations grotesques de Jean-Maurice Dehousse, à ce point ridicules qu'elles indisposent la presse de droite, visent d'abord les agents communaux. Dans sa déclaration de "fin de crise", le matraqueur des étudiants déclare : «Tout le monde sait que la Ville de Liège reste convalescente en matière budgétaire et qu'elle souffre encore de fractures multiples et douloureuses en matière administrative.» (1) En effet, tout le monde se souvient encore de la lutte des agents communaux dans les années 80, contre les mesures de restriction budgétaire qui réduit le personnel de 8.000 à 3.000.

Ceux qui restent doivent être sur le qui-vive. «Pour valoriser le travail des agents communaux compétents et actifs, il faut aussi remédier à l'inertie des autres», annonce Dehousse. L'habituel refrain des politiciens de droite sur les agents publics "qui ne travaillent pas assez" se termine toujours par des attaques contre l'emploi et le statut public.

Avec ses ubuesques menaces de démission, Dehousse veut mobiliser ses échevins pour les grands travaux budgétaires à venir : «Remédier à l'inertie n'est pas chose facile... bourgmestre et échevins, tous partis confondus, nous avons besoin d'outils pour agir. Ce sont ces outils que j'entend créer.» (1)

La majorité s'occupera de quatre problèmes, a annoncé Dehousse : le personnel communal, les pensions, les bâtiments communaux et le développement urbain. L'échevin du personnel va revoir l'organigramme et prépare une «nouvelle définition des statuts des agents communaux» et une «révision générale des barèmes». En d'autres termes, des emplois en moins, une diminution des salaires et une offensive contre les pensions des agents communaux. Un homme averti en vaut deux. Agents communaux, fourbissez vos armes ! A Suivre.

1. Communiqué "de J.M. Dehousse, 22 mars 1996.

EN BREF

Vers les 3 % en 1996

Dans le cadre des négociations sur le "contrat d'avenir" (voir p.4), de lourdes menaces pèsent particulièrement sur les salaires, la Sécu et les droits des travailleurs. Mais tout est bon pour en détourner l'attention. Du côté flamand on a amusé les gens pendant des semaines avec des disputes artificiellement gonflées sur "les contrats de cohabitation" (pour homosexuels, non-mariés). Le week-end dernier, c'était Dehaene qui laissait échapper «que nous devons atteindre la norme de Maastricht de 3 % en 1997». Sur ce, toute la presse s'excite : «Le gouvernement a-t-il laissé tomber l'objectif de des 3 % pour 1996 ?» Bien que le premier ministre ait immédiatement rectifié le maintien du cap pour 1996, la presse a discuté en long et en large cette nouvelle qui n'en était pas une.

Vande Lanotte félicité par la gendarmerie

«Le ministre Johan Vande Lanotte (SP) a reçu personnellement les félicitations de la police et de la gendarmerie» pour l'opération de récolte de fonds menée le 17 mars qui a contribué à briser la grève des transporteurs. (De Morgen, 19.3.96). L'exercice s'est répété sur plus large échelle le week-end dernier. Ces félicitations de la gendarmerie montrent à quel point ce corps apprécie cet exercice de maintien de l'ordre sur tout le territoire. Il s'agissait avant tout d'un objectif militaire, comme le confirmait d'ailleurs le ministre lui-même : «Selon Vande Lanotte, on a réalisé pour la première fois une opération de sécurité au niveau national réalisée, et cela avec "une coordination exemplaire".» (Het Volk, 18.3.96).

Police : "Soumise à la gendarmerie ? Non !"

L'association des Villes et Communes flamandes proteste contre les "procédures à la va-vite" mises en oeuvre par le ministre pour mettre sur pied ses zones inter-polices (ZIP). «Avant le 1er avril, les communes doivent approuver les ZIP pour obtenir une augmentation de leurs subsides.» (De Morgen 22.3.96) Dans les ZIP, la police doit collaborer avec la gendarmerie et sous la direction de cette dernière. Que reste-t-il de "socialiste" à ce ministre qui accroît le pouvoir de ce corps militaire — la gendarmerie — dénoncé par beaucoup comme la plus grande menace contre nos droits démocratiques ?

Métal Hainaut :

1 emploi sur 4 liquidé

Fabrimétal-Hainaut/Namur annonce 6.308 emplois détruits depuis 1990 (sur 24.235), dont 1.184 rien que pour 1995. Rien n'indique une inversion de tendance pour 1996 quand viennent à l'esprit des noms comme Sonaca, Aleurope, Gleason Works, Mecar... (L'Echo, 19.3.96)

Mais les jobs hamburger en hausse

Ce que les patrons veulent mettre à la place de ces emplois, ce sont des jobs à mi-temps, mal payés. Comme dans les Quick, dont 55 % sont gérés par le système des "franchises" (le gérant est responsable des bénéfices). Les 2.300 employés prestent en fait ensemble l'équivalent de 1.300 temps plein. Résultat : l'entreprise affiche un bénéfice en hausse de 15,4 %. La filiale fast-food du groupe GIB, déjà leader du marché belge, ne semble pas encore rassasiée : en 1996, elle entend continuer sa progression, ouvrir des points de vente et "embaucher"... (L'Echo, 19.3.96)

déclare Chris Pond, son directeur. Selon les normes européennes, un Britannique sur quatre est pauvre. Un tiers proviennent de ménages où le chef de famille a un emploi (1). Un des principaux syndicats britanniques, le Transport and General Workers Union (TGWU), a installé une ligne téléphonique gratuite pour ses salariés qui touchent moins de 180 F l'heure. Plus de 4 millions de travailleurs seraient déjà dans cette situation. Le salaire moyen se situe entre 115 et 150 F l'heure. «Beaucoup de gens sont mal payés et ont

peur», déclare Phil Morris, secrétaire général du TGWU (2). L'exemple de la Grande-Bretagne montre à quoi peut mener la logique "des réductions de salaire en échange d'emplois". Un industriel taiwanais déclare qu'en Grande-Bretagne, les salaires sont plus bas que dans son propre pays (3). Les "succès" britanniques dans la lutte contre le chômage sont du reste relatifs. Selon le *Joseph Rowntree Trust*, organisation charitable indépendante, il n'y a pas 2,2 mais 7 millions de chômeurs, si l'on compte tous

ceux qui ont abandonné la recherche d'un emploi ou ne sont plus considérés comme chômeurs (4). Avec le contrat d'avenir, le gouvernement engage la Belgique dans la voie britannique. Thatcher et Major ont brisé la résistance syndicale par la violence. Dehaene et Busquin tentent d'impliquer les syndicats dans leurs sombres desseins.

1. Trends 21 décembre 1995. 2. L'Écho, 27 février 1996. 3. Le Monde, 1 février 1995. 3. The New Worker 23 février 1996.

L'honneur sauvé des sidérurgistes

Le PTB donne la parole aux travailleurs : référendum sur les 35 heures

Une majorité des sidérurgistes de Cockerill-Sambre-Charleroi ont rejeté une proposition syndicale de réduction des salaires de 2 % en échange d'une réduction du temps de travail de 37 h à 36 h, le 11 mars. Cette réduction aurait permis l'embauche de 51 jeunes travailleurs à contrat déterminée, disent les syndicats.

Ernesto et Filip Peers

Pour le PS et le gouvernement Dehaene, ce rejet est un coup dur. L'acceptation de la proposition syndicale aurait fait de Cockerill-Sambre un symbole. Si le noyau dur de la classe ouvrière, les sidérurgistes, plient devant le chantage "salaires contre emplois", qui pourrait encore y résister ? Et Dehaene aurait eu une belle illustration de l'esprit du "contrat pour l'avenir"...

Torrent de calomnies

Dès l'annonce du résultat du vote, la presse s'est déchaînée contre les sidérurgistes. «La solidarité ne fait pas recette», titrait *La Nouvelle Gazette*. Des journaux de Suisse, du Canada et de France en ont parlé. Les sidérurgistes sont accusés d'être responsables du licenciement des 51 jeunes. «Je me sens insulté, bafoué dans mon honneur, déshonoré», nous disait un sidérurgiste. Il fallait réagir, rétablir l'honneur des sidérurgistes. Le PTB a alors décidé de donner la parole aux travailleurs de Cockerill-Sambre par un référendum et une conférence de presse. «Notre intention n'était pas de nous substituer à la délégation syndicale, mais de donner aux travailleurs l'occasion de prendre part à ce débat politique fondamental, en tant que classe ouvrière et de rendre ainsi l'honneur aux sidérurgistes», disent les organisateurs. Le référendum a soumis deux questions aux ouvriers : voulez-vous un «retour aux 35 sans perte de salaire et avec embauche compensatoire ?» et «êtes-vous prêts à suivre la délégation syndicale dans toute action qui se base sur un tel programme ?» Le 18 mars, 15 travailleurs de Cockerill ont présenté l'initiative devant deux journalistes du *Rapport* et du *Journal et Indépendance* au cours d'une conférence de presse.

Presque 500 référendums rentrés

Près de la moitié des référendums distribués sont rentrés. Les formulaires ont été diffusés sur deux jours à la porte de l'usine. Ce bon résultat montre que beaucoup de sidérurgistes étaient vexés : «Je



Aujourd'hui tout comme déjà en 1982 (photo), les sidérurgistes sont prêts à se battre pour l'emploi.

trouve que ce n'est pas aux travailleurs de financer l'engagement des 51 jeunes mais aux patrons. Je suis déçu par la façon dont la délégation syndicale a posé les questions et de la manière dont les médias ont parlé de ce vote. L'honneur des sidérurgistes a été bafoué», écrit un ouvrier sur son référendum. «J'aimerais que les délégations agissent autrement que maintenant, qu'elles soient plus à l'écoute du personnel», ajoute un autre de Carlam. Le taux de participation élevé reflète aussi que le PTB a répondu à l'attente des sidérurgistes. «C'est très bien ! Continuez», pouvait-on lire sur un référendum. Les ouvriers ont pu constater que le PTB et son journal *Solidaire* sont les seuls à défendre les sidérurgistes.

81,3 % pour les 35 h

81,3 % des travailleurs se prononcent pour le retour aux 35h sans perte de salaire. En 1987, Cockerill-Sambre est passé des 35h aux 37h. «Pourquoi se battre pour avoir les 35h qu'on nous a repris ? C'est notre acquis. Ils doivent nous le rendre sans conditions», écrit un ouvrier de TMM à Marcinelle. Les sidérurgistes en ont marre. Nombreux écrivent que c'est aux patrons de payer : «C'est un scandale. Nous avons fait beaucoup de sacrifices et rien eu en échange. Je ne veux plus faire de sacrifices au bénéfice du patron.» Un des 51 jeunes, mis en avant pendant l'assemblée du 11 mars pour inciter les ouvriers à voter en faveur de la proposition du syndicat, écrit : «Si le patron a fait

5 milliards de bénéfices, alors il peut donner de l'argent au lieu de prendre toujours chez les ouvriers.» Il a répondu "d'accord" aux deux questions.

Pas de "solidarité dans la misère"

Le "oui" aux 35h sans perte de salaire, exprime le refus de "la solidarité dans la misère" : «La réduction du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche est la seule solution pour réduire le chômage et la pauvreté. Réduire les salaires c'est répartir la pauvreté parmi les ouvriers.»

Près de deux tiers des travailleurs veulent suivre leur délégation syndicale dans toute action pour réaliser les 35h sans perte de salaire et avec embauche. Les sidérurgistes ont choisi la solidarité dans la lutte, qui nécessitera aussi des sacrifices. Mais ces sacrifices seront utiles car ils prépareront un meilleur avenir pour les travailleurs. «Je suis prêt à me battre pour les 35h, nous a dit un sidérurgiste à la conférence presse. Ça me coûtera plus que les 2 %, 2000 F par jour de grève.» Les critiques de la position de la délégation syndicale, le 11 mars, sont parfois violentes : «Je trouve honteux de la part des syndicats de nous faire perdre 2 % de notre salaire. Ce sont toujours les mêmes qui payent (les ouvriers).» écrit un ouvrier. Le Parti socialiste prône l'impuissance face au patronat pour "défendre l'emploi". C'est cette logique qui influence le syndicat et qui provoque ce clivage entre syndicat et ouvriers.

Les sidérurgistes ont arrêté la boule de neige

Mais revenons au thème de la solidarité que la presse a jeté à la figure des sidérurgistes. Un ouvrier écrit : «Nous pouvons montrer l'exemple aux autres entreprises.» C'est précisément ce que les ouvriers de Cockerill ont fait. Le gouvernement s'appête à faire passer un nouveau plan global, le "Contrat d'avenir", qui généralise l'idée que les ouvriers doivent payer pour créer de l'emploi. Dans *La Wallonie*, on peut lire à

quoi cette politique mène aux Etats Unis. «Des études de plus en plus nombreuses confirment l'incroyable : malgré un travail à temps plein, voire plusieurs emplois et 10 à 12 heures de travail par jour, de nombreux américains vivent en dessous du seuil de pauvreté... Alors que Wall Street enregistre des records historiques de croissance (+33,8 % en 1995).» Les enseignants qui luttent déjà depuis des semaines contre la destruction de 3.000 emplois ont bien compris ce message. De nombreux enseignants qui forment les piquets devant les écoles soutiennent les ouvriers de Cockerill-Sambre.

Résultats du référendum

Organisé par le PTB, à Cockerill-Sambre-Charleroi, le 18 mars 1996.
Question 1 : Retour aux 35h sans perte de salaire et avec embauche compensatoire. Ainsi les 51 jeunes peuvent conserver

leur emploi. D'accord / Pas d'accord
Question 2 : Je suis prêt à suivre la délégation syndicale dans toute action qui se base sur un tel programme. D'accord / Pas d'accord.

Référendums distribués	1038
Référendums récoltés	492 (47,4 %)
D'accord avec question 1	400 (81,3 %)
D'accord avec question 1 et pas d'accord avec question 2	51 (10,4 %)
D'accord avec question 1 et répondu nul à la question 2	28 (5,7 %)
D'accord avec les deux questions	321 (65,2 %)
Pas d'accord avec les deux questions	29 (5,9 %)
Pas d'accord avec question 1 nul à la question 2	4 (0,8 %)
Pas d'accord avec question 1, d'accord avec question 2	1
Réf nul	58 (11,8 %)

250.000 temps partiels de plus

Le "contrat d'avenir" de Dehaene, c'est le partage de la misère

Le chômage diminué de moitié ? C'est ce qu'affirme Dehaene dans son contrat d'avenir pour l'emploi. Comment ? Il ressort la vieille recette de la modération salariale. Recette qui n'a pas fait ses preuves...

Kris Hertogen

Dans sa note de contrat d'avenir, Dehaene fixe comme objectif le «maintien de l'emploi global». Mais il veut répartir cet emploi global entre davantage de personnes. C'est pourquoi les accords salariaux (voir page 4) seraient combinés avec les «conventions collectives en vue d'une répartition de l'emploi et d'une organisation plus souple du marché du travail». Les syndicats considèrent cela comme une victoire. Mais en est-ce vraiment une ? Une lecture attentive de la note Dehaene indique que sa politique de l'emploi répartit la pauvreté du chômage entre davantage de travailleurs, augmente l'exploitation et l'emploi précaire.

Le travail à temps partiel constitue une diminution du temps de travail avec une diminution proportionnelle du salaire, comme le veulent les patrons. Dehaene veut augmenter le travail à temps partiel en Belgique «jusqu'au niveau de l'étranger». Dans les cercles gouvernementaux, on rêve tout haut de l'exemple hollandais. Là-bas, pas moins de 36% des salariés travaillent à temps partiel (11% travaillent même moins de 12 heures par semaine). En Belgique, seulement 14% de gens travaillent à temps partiel. Pour atteindre le niveau hollandais, deux cent cinquante mille personnes (11% des actifs actuels) devraient partager leur emploi - moitié moitié -

avec quelqu'un qui est au chômage. Le développement de la prépension à temps partiel fait aussi partie de cette stratégie. Le travail à temps partiel serait un droit individuel. Mais ce "droit" est d'ores et déjà une obligation pour beaucoup de gens. Que faire si un patron ne propose pas d'autre travail ?

Payer soi-même la diminution du temps de travail

La note Dehaene parle également "d'autres formes de division du travail". Or, les syndicats exigent la semaine des 38 heures au niveau interprofessionnel. Revendication : elle concerne à peine deux cent mille salariés. En outre, on l'affaiblit encore. «Ne devons-nous pas d'abord généraliser la semaine des 39 heures et accepter dans ce contexte que le seuil pour payer des heures supplémentaires reste 40 heures ?» se demande la direction nationale de la FGTB. On est loin des 32 heures par semaines avec maintien du salaire comme l'a exigé le dernier congrès de la FGTB ! Il sera encore plus difficile de lutter pour cette revendication en acceptant la "norme salariale Dehaene", comme s'approprient à le faire les sommets syndicaux. Car cette norme constituera en réalité un blocage partiel des salaires, voire même une diminution des salaires. Dehaene veut en effet obliger les



Dehaene veut davantage d'intérimaires et de temps partiels. Le partage de la misère. Mais le dernier congrès FGTB a défini comme remède au chômage les 32 heures semaine sans perte de salaire.

travailleurs qui voudraient davantage de diminution du temps de travail, à le faire dans l'étroite marge que leur laisserait la norme salariale. Voire même à accepter une diminution de salaire, comme cela s'est passé récemment à la SNCB. Cela s'appelle la répartition la misère du chômage entre tous les travailleurs. Quel beau contrat pour l'avenir !

Davantage de contrats temporaires

La redivision du travail est

explicitement liée à «une organisation plus souple du marché du travail». C'est l'expression civilisée pour une exploitation accrue. Pourtant, les grèves récentes à Opel et Volvo ont démontré que la pression du travail et la flexibilité sont déjà devenues insupportables pour les travailleurs. Ces ouvriers de l'automobile se battaient notamment pour l'embauche définitive des temporaires, car ces derniers sont utilisés pour augmenter le rythme de travail.

Mais, dans son "contrat d'avenir", Dehaene veut multiplier les «con-

trats divers à durée indéterminée». Il veut aussi «un étalement plus souple du temps moyen de travail». Ca veut dire quoi ? Que les semaines et les journées seront alternativement plus longues et moins longues, en fonction des fluctuations du marché. Cela diminue les frais pour les patrons (ils ne doivent plus payer des heures supplémentaires) mais a un effet destructeur sur la vie sociale et familiale des travailleurs.

La semaine prochaine : explosion des emplois précaires avec le "contrat d'avenir".

Travailler demain pour un bol de riz ?

Réponses aux arguments trompeurs de la logique concurrentielle

Jan Vandeputte

Des dirigeants syndicaux importants défendent avec beaucoup d'entrain le nouveau "contrat d'avenir pour l'emploi". Avec des arguments qui font grincer les dents aux délégués et militants.

«Si nous voulons rester compétitifs, il faudra prendre des mesures. La modération salariale est l'une d'entre elles. Nous devons nous aligner sur nos principaux partenaires commerciaux», dit-on. Modération salariale ? Un nouvel objectif syndical après vingt ans de modération ?

De cette manière, on se soumet aux limites et normes imposées par le grand capital.

Mais, dans les pays concurrents, on prend exactement les mêmes mesures de régression. Et quel est le résultat ? Une spirale infernale vers le bas. Quand nos capitalistes seront-ils concurrentiels ? Lorsque les travailleurs iront travailler

pour un bol de riz ? Lorsque nos enfants se retrouveront à nouveau derrière les métiers à tisser ?

Que fera-t-on si demain les ouvriers refusent encore la modération après vingt ans d'austérité ? Quel côté choisiront alors ces responsables syndicaux ?

Est-ce "réaliste" de se soumettre éternellement ?

«En 1993, on a changé les règles du jeu pendant le match de foot. On a été rappelé des négociations. Et le gouvernement a alors suivi le patronat. Cette fois-ci nous ne resterons pas sur le côté». Ainsi parlait Xavier Verboven, secrétaire national de la FGTB, la semaine passée à Saint-Nicolas. Participer ? Pour quoi faire ? Pour changer des points et des virgules au sein de limites fixées par le gouvernement et le patronat. Un

exemple : Dehaene veut créer la possibilité d'attribuer une partie du salaire comme participation aux bénéfices. Un salaire flexible et incertain donc. Une injure aux oreilles syndicales. Mais on a soi-disant obtenu une grande victoire : sur ces participations aux bénéfices, on paiera aussi des cotisations sociales et des impôts !

«En restant absent et en rejetant tout, nous nous plaçons en dehors de la réalité». Quelle réalité ? Celle de la soumission éternelle et des continuels pas en arrière.

«Oui mais, nous resterons seuls». Evidemment. Si on oublie la force principale, les travailleurs, on se trouve rapidement seul. Cette volonté absolue de "participer" est néfaste. Deux lignes de force doivent déterminer la politique syndicale. Rechercher uniquement le soutien et la reconnaissance de ceux qu'on défend, les masses travailleuses elles-mêmes. Et avancer des revendications en

partant d'un seul point de départ : les intérêts des travailleurs. Le grand capital doit payer.

La solidarité signifie l'unité contre la misère du capitalisme

«Nous avons des membres actifs sensibles au salaire suite au blocage des salaires. Mais il y a des centrales avec 50% voire davantage de chômeurs et qui ne vont plus négocier. Au bureau de la FGTB, la division est montée au grand jour. C'est comme si les vaches grasses ont oublié que les vaches maigres commencent à avoir faim», estime Xavier Verboven.

Le capitalisme pousse des millions de gens vers la misère et les laisse sans perspectives. Mais le syndicaliste qui attribue cette réalité à celui qui a encore du travail protège,

consciemment ou non, les vrais responsables. La solidarité et l'unité de classe dans la lutte contre le capitalisme sont remplacées par une campagne pour culpabiliser ceux qui veulent défendre à la fois emploi et salaire.

Une situation sans perspectives amène des responsables syndicaux à prendre une position anticapitaliste. D'autres, par contre, s'enfoncent de plus en plus dans la stratégie des capitalistes. Il est grand temps de sonner le tocsin. Celui qui continue à se cramponner à ce système pourri s'enfoncera inéluctablement dans le marais de la capitulation et de la complicité. Ce système n'a pas d'avenir. Voilà la conscience qui doit former la base pour une attitude offensive. En s'appuyant sur les travailleurs, oser exiger que le grand capital paie, et se battre pour une nouvelle société sans exploitation : le socialisme.

EN BREF

Livre noir des services publics

L'évaluation à la poubelle !

A la Poste, à Belgacom, aux chemins de fer, beaucoup de gens s'insurgent contre le nouveau système d'évaluation qui oblige les chefs à donner des points aux agents.

Un syndicaliste CGSP de Belgacom écrit sur le formulaire qu'il a reçu en vue de la constitution du "livre noir" PTB des services publics (voir plus bas) : «Pourquoi n'y a-t-il pas une réaction forte de la CGSP contre le nouveau système d'évaluation ? Au début, 80% d'entre nous recevait un 3 ou un 4 sur une échelle 5. Tout le monde était content. Maintenant, l'évaluation est plus sévère. Ce système détruit l'amitié dans mon équipe. Nous devons constamment nous contrôler mutuellement pour mieux travailler !»

Budgétiser = semer la concurrence pour diviser

Un autre travailleur de Belgacom s'indigne de la séparation des différents services qui reçoivent maintenant chacun un budget distinct : «Cela provoque une grande pression concurrentielle de la part des entrepreneurs privés. Dans mon équipe, nous sommes 32. Huit travaillent à plein-temps. Les autres sont malades ou en congé sans solde, tous souffrent de surmenage. Auparavant, ces gens n'ont jamais reçu de remarques sur leur travail. Maintenant, ils ne reçoivent que des critiques. Ils prennent alors des jours de congé sans solde. Le travail est exécuté par des sous-traitants, moins chers. Nous nous attendons à une évaluation mauvaise ou très mauvaise avec, en perspective, la suppression de notre équipe au profit de sous-traitants.»

Deux statuts

«Je travaille depuis quinze ans comme gardien de nuit dans un ministère à Bruxelles. Depuis 92, une firme privée de gardiennage y travaille aussi. Il y a maintenant deux statuts : des fonctionnaires nommés et des gens du privé avec un contrat. On nous a expliqué que c'est à cause de la loi Tobback, qui ne veut plus de recrutement ni de nominations. Ils causent la perte des services publics, et c'est surtout le petit travailleur qui en paie les conséquences. Scandaleux !

Mais que pouvons-nous faire ? Aux dernières élections, j'ai voté pour le PTB et je conseille à tous ceux qui travaillent dans les services publics de faire de même. Selon moi, l'avenir des services publics est sombre. Si j'étais plus riche, je prendrais tout de suite un abonnement à Solidaire. A bientôt et courage !»

Collaborez au Livre Noir des services publics

Un lecteur de Solidaire est enthousiaste à propos de l'article "24 heures sur 24 pour Belgacom" : «Je l'ai copié et mis sous les essuie-glaces des voitures d'entreprises blanc-vert-orange dans ma région. Envoyez-moi dix formulaires "livre noir". Je les ferai remplir.» Voilà qui est fait !

Vous aussi, vous pouvez collaborer au Livre Noir Services Publics. Envoyez-nous vos plaintes, vos arguments pour la défense des services publics, contre les privatisations. Faites parvenir votre témoignage au PTB-Services Publics, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Privatisations : tout profit pour les multinationales

Les faux alibis réfutés par un livre de Gérard de Sélys

Les raisons pour lesquelles le gouvernement privatise à tour de bras depuis 1992 sont des duperies. C'est ce qu'a affirmé Gérard de Sélys, interviewé à la RTBF le 14 mars, après la publication de son livre "Privé de public" (1) Nous lui avons demandé pourquoi.

Catherine Dijon

Vous soutenez que le prétexte avancé pour vendre les biens de l'État afin de rembourser sa dette est grotesque. Pourquoi? Gérard de Sélys. La dette de l'État belge est supérieure à dix mille milliards de francs. Or, si le gouvernement vendait tous les services publics (ceux dont la rentabilité intéresse le secteur privé), il n'empocherait que 600 milliards. Or, il doit déjà rembourser plus de 800 milliards d'intérêts annuels aux banques. La vente du secteur public tout entier ne servirait même pas à payer une année d'intérêts !

On dit que les privatisations feraient baisser les tarifs et créeraient de l'emploi ?

Gérard de Sélys. C'est le contraire. Depuis sa privatisation en 1984, British Telecom a supprimé 60.000 emplois et ses tarifs locaux ont doublé. British Airways a chassé 37.000 de ses 56.000 salariés. Certaines compagnies françaises de distribution d'eau ont multiplié par cinq leurs tarifs d'abonnement juste après leur privatisation. Une étude néerlandaise montre

que les privatisations dans la seule Union européenne coûteraient 800.000 emplois d'ici 1998.

Le gouvernement affirme qu'il est moins douloureux pour les travailleurs de rembourser la dette en vendant les biens publics que de diminuer les prestations sociales...

Gérard de Sélys. Faux ! Si ces 800.000 travailleurs des services publics viennent gonfler les rangs des chômeurs, cela augmentera les dépenses de l'État en matière de Sécurité sociale tout en réduisant ses recettes, puisque ces gens ne cotiseront plus. L'État réduira donc ses prestations sociales.

On dit aussi qu'il faut privatiser pour faire face à la mondialisation de l'économie. Que Belgacom doit se "consolider stratégiquement" pour ne pas disparaître...

Gérard de Sélys. Ce qu'on ne dit pas, c'est que certains services publics se sont "mondialisés" depuis longtemps et n'ont pas disparu pour autant. Les postes, les chemins de fer, les téléphones sont régis par des accords internationaux depuis



Gérard de Sélys, journaliste et militant syndical : «Les prétextes des privatisations ? Des mensonges aussi gros que le butin de ces hold-up».

le 19ème siècle ou le début du 20ème. Le courrier, les trains et les communications téléphoniques, jusqu'ici gérés par des compagnies publiques nationales, traversent les frontières depuis plus d'un siècle sans aucun problème. En confier la gestion au privé n'améliorera rien pour les usagers. Cette opération ne vise qu'à privatiser les bénéfices. Les États seront privés de revenus dont ils ont besoin.

Votre livre affirme que la grande vague de privatisations lancée dans les années 80 n'avait rien à voir avec les prétextes avancés publiquement mais a été préparée dans l'ombre par les multinationa-

les pour accroître rapidement leurs profits malgré la crise...

Gérard de Sélys. Oui. Le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne ont été leurs instruments. J'ai pu remonter la filière et mettre à jour le rôle direct que les industriels européens ont joué. Ce sont eux qui ont rédigé pratiquement toute la législation européenne imposant la privatisation. Ceux qui réalisent cette privatisation sur le plan national ne sont pas dupes. Ils sont complices.

(1) "Privé de public, à qui profitent les privatisations", publié par EPO, 1996, 698 Francs. En vente à la Librairie Internationale, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513 69 07.

"Arrêtez de négocier, lancez l'action !"

Discussions au comité national de la CGSP

Nadine De Groof

Après avoir annulé la grève du 26 janvier, le syndicat socialiste des services publics, la CGSP, a déjà convoqué à deux reprises son comité national pour évaluer les négociations avec le gouvernement. Le comité de vendredi a donné lieu à de vives discussions sur la stratégie à suivre.

Des appels ont été lancés, aussi bien du nord que du sud du pays, pour abandonner les négociations en cours et élaborer un plan d'action. «Arrêtez les palabres». «Ce gouvernement ne respecte pas ses promesses». «Nous ne sommes encore nulle part», entendait-on.

On négocie la diminution du temps de travail et la répartition du travail. Mais entre-temps, le gouvernement continue à supprimer des emplois. Les dou-

niers anversoïis mènent des actions pour le maintien de l'emploi et contre le plan de restructuration. Au port d'Anvers, on supprime près de 500 emplois. Cela signifie que les cadences infernales continuent. Il est même question d'imposer douze heures de travail dans la partie nord du port.

A quoi bon continuer à négocier pour la diminution du temps de travail, alors qu'on constate de telles situations dans tous les services publics ? A quoi bon continuer à négocier l'emploi statutaire si les autorités flamandes et wallonnes décrètent un blocage des nominations et suppriment des emplois dans l'enseignement ? Ce gouvernement maintient le système d'enveloppes budgétaires et les formes larvées de privatisation. Partout, on effectue des études pour vérifier

quels services pourront être cédés au secteur privé.

Pour des services publics efficaces et bon marché

La direction de la CGSP se borne à présent à fixer une date limite pour les négociations. S'il n'y a pas de résultats concrets pendant la première quinzaine d'avril, on élaborera un plan d'action.

Comment expliquer cette prudence et cette hésitation ? La direction syndicale nationale est divisée. Certains veulent continuer à négocier, d'autres demandent un plan d'action immédiat. Il ressort des discussions que la pression est grande de part et d'autre : d'une part, la base exige une attitude ferme et d'autre part, PS et SP veulent étouffer toute résistance.

Au sein de la CGSP, des congrès sont organisés ces jours-ci à tous les niveaux. Ils doivent aboutir à un congrès national début juin. Il s'agit chaque fois d'excellentes occasions pour proposer une stratégie face aux attaques contre les services publics. Pour quelle société sommes-nous ? Allons-nous continuer à laisser faire ce gouvernement PSC-PS ? Choisissons-nous le modèle de société américain avec son nombre croissant de pauvres, une sécurité sociale amputée et un minimum de services publics ? Jamais ! Nous nous battons aujourd'hui pour l'emploi statutaire dans un service public efficace. Nous nous battons pour le refinancement des services publics. Tous les services privatisés doivent être renationalisés. Le secteur public doit rester un service pour le peuple.

La voix de 25.000 travailleurs s'exprimera au 1er Mai PTB

Où en est le référendum des travailleurs ?

Et alors, cette campagne "référendum des travailleurs", où en est-on ? Fin 1995, nous avons récolté 13.400 réponses. Nous en sommes maintenant à 17.370. Où sont les problèmes, et surtout, comment les résoudre ? Discussion et tour de table avec les responsables du parti dans les provinces...

Nadine Rosa-Rosso

Depuis janvier, beaucoup de nos membres ont été absorbés par la préparation ou l'intervention dans les luttes sectorielles : enseignement, avec du côté francophone un mouvement comme on n'en a plus vu depuis mai 68, SNCB, privatisations comme à Belgacom, plan Godfroid à la Sabena, convention collective à GM... On travaille avec le référendum dans les luttes, mais c'est seulement à certains moments, comme aux piquets ou quand les gens partent manifester en bus qu'on trouve un peu de temps pour faire remplir le questionnaire.

Nous avons bien fait de nous orienter vers les luttes concrètes que les travailleurs veulent opposer aux attaques de leurs patrons respectifs. Mais cela nous a aussi empêchés de bien organiser la campagne référendum aux entre-

prises encore "calmes", si on peut dire. Aux usines où nous avons déjà récolté beaucoup de réponses, comme Ford-Genk, Volvo-Gand ou VW-Forest, ce qui compte maintenant, c'est de donner l'occasion aux travailleurs de connaître les résultats. Là, nous sommes surtout occupés à analyser les réponses, à retranscrire tous les récits. Ceux-ci sont une mine de témoignages sur l'exploitation et la volonté de résistance.

Beaucoup de discussions ont eu lieu au départ de la campagne : quel objectif atteindre ? La proposition initiale était 30.000. Finalement, nous avons retenu l'idée de reprendre notre meilleur chiffre électoral, à savoir 60.000. Avec l'expérience, nous voyons maintenant qu'obtenir un vote sur notre programme ou faire remplir tout un questionnaire, c'est une autre paire de manches ! Les gens prennent ce questionnaire au



Les récits déjà recueillis sont une mine de témoignages sur l'exploitation et la volonté de résistance

Le point du référendum

Au 4 mars, nous avons récolté 17.370 référendum. Voici le détail par province. Entre parenthèse, le soutien collecté.

Anvers : 3876 (36.106 F)
 Brabant : 2310 (28.888 F)
 Hainaut : 1164 (12.205 F)
 Limbourg : 1814 (23.272 F)

Liège : 1487 (36.873 F)
 Namur : 885 (7.565 F)
 Flandre orientale : 4576 (40.406 F)
 Flandre occidentale : 689 (6.377 F)
 National : 569 (13.730 F)
 Total : 17.370 (205.422 F)

sérieux, ils veulent du temps pour réfléchir à chaque question, ce qui était d'ailleurs le but de l'affaire. Bref, cela va plus lentement que prévu. Vu les chiffres actuels, il semble raisonnable de fixer l'objectif de 25.000 formulaires remplis pour le 1er Mai. D'ici là, nous devons de toutes façons contacter un grand

nombre de gens pour leur présenter le programme de la Fête et la carte en prévente, ainsi que toutes les offres de collaboration avec le parti rassemblées dans "Forts ensemble". A chaque personne, nous proposerons d'emporter quelques exemplaires du référendum et de le faire remplir par des membres de sa famille, des

collègues de travail, des voisins, des amis. Pendant la fête, nous ferons connaître les résultats de tous les référendums déjà dépouillés. Entre temps, les lecteurs peuvent aider à atteindre ce résultat en diffusant eux-mêmes le référendum. On peut en obtenir à l'adresse du journal.

Les ouvriers ripostent à la nouvelle stratégie Caterpillar

Les sanctions contre quatre ouvriers ont été suspendues

Pierre Denis

Vendredi 14 mars, lors d'une commission paritaire, les délégations de Caterpillar-Gosselies se sont opposées aux attaques de la direction. Depuis le début de l'année, celle-ci a installé des périodes de chômage tandis que dans les ateliers les chefs interpellaient constamment les ouvriers pour augmenter leur assiduité au travail. Une trentaine d'ouvriers de la chaîne de montage de l'équipe de nuit ont arrêté le travail contre ce harcèlement. Quatre d'entre eux ont reçu une sanction de cinq jours de mise à pied. Ce qui a déclenché la démarche en front commun. Par la même occasion, les délégations ont protesté contre d'autres agissements de la direc-

tion. Celle-ci veut que les travailleurs prennent des jours de récupération pendant les jours de chômage, ce qui est contraire aux conventions d'entreprise. Elle veut aussi bloquer la grille salariale. Avant de commencer la négociation, la direction a exigé le retrait du préavis de grève introduit par la délégation FG7B. Devant le refus, le conciliateur social a annoncé un prochain contact fin mars et la direction a suspendu toute mesure et toute sanction.

Economiser 100.000 F par travailleur

Depuis janvier, le nouveau directeur américain Mc Kie exige de nouvelles économies : 360 mil-

lions, soit cent mille francs par travailleur. Ceci dans le cadre d'un nouveau plan, "Business Concept", qui veut assurer des bénéfices "même en basse conjoncture". Mc Kie a prié les délégations de se joindre aux "efforts de la direction et de discuter ensemble quarante propositions pour réaliser ces économies". Les délégations ont refusé ce "management participatif". A juste titre : les mesures des dernières semaines montrent que la direction espérait les impliquer dans des attaques contre les acquis, contre les conventions existantes. En sanctionnant les quatre ouvriers, elle s'attaque également au droit de grève.

A moyen terme, la direction vise à diminuer le nombre de postes de

travail. On parle de 350 à 500 emplois en moins. Elle continue en effet à sous-traiter la fabrication de produits à "basse valeur ajoutée" (oxycoupage, usinage et soudure de petites pièces). Dans les mois à venir, elle va introduire une nouvelle gamme de produits. Une fois que ces modèles seront mis en production, les attaques contre l'emploi se renforceront : leur conception et leur procédé de fabrication sont destinés à supprimer beaucoup de main d'oeuvre. Il est également question d'un investissement, mais celui-ci ne créerait pas d'emplois. Caterpillar créerait une société indépendante près de Gosselies pour y rapatrier des produits actuellement sous-traités en France, aux Pays-bas et en Allemagne. C'est un transfert de

travail et d'emplois existants dans d'autres unités à des conditions beaucoup plus défavorables pour les ouvriers.

Cette nouvelle stratégie de la multinationale remplace celle du "Plan With A Future" (PWAFF : Usine avec un Avenir) qui a rapporté 2,7 milliards de dollars de bénéfices ces trois dernières années. Un des principes de cette stratégie : concentrer la sous-traitance tout près des sites stratégiques. L'expérience du PWAFF démontre ceci : les planteurs bénéfiques ont été distribués grâce à la sueur des ouvriers, à leurs sacrifices en matière de salaires et d'emplois. A Gosselies, ceux-ci ont baissé de 30 % depuis 1988.

Enquête sur la situation dans la "zone Turquoise"

Ludo Martens

La "zone Turquoise" (sud-ouest du Rwanda) a été occupée par l'armée française en juillet 1994, dans le but de sauver l'armée d'Habyarimana en pleine désagrégation. En janvier 96, nous nous sommes entretenus avec un prêtre rwandais, un travailleur italien employé par une ONG, et un réfugié rentré au pays, dont la famille s'était installée en Belgique en 1960. Leur témoignage éclaire d'un jour particulier les nombreuses "informations sur le Rwanda" auxquels nous sommes confrontés en Belgique...

Dans la région de Gikongoro, vivaient environ 140.000 à 150.000 Tutsi. Dans certaines communes, où un quart des habitants étaient Tutsi, il n'y a plus aucun survivant. Il reste environ dix mille Tutsi dans l'ensemble de la région. Dans des communes comme Musebeya, Muko, Kaduhaa, de nombreux assassinats avaient été commis en 1959-60. En 1964, au moins quinze mille Tutsi ont été massacrés dans la région, une "répétition générale" du génocide de 1994.

Le 7 avril, jour de la mort d'Habyarimana, sept ouvriers de la construction, tutsi, ont été abattus à Mudasomwa. Le 9 avril, douze Tutsi, hommes, femmes et enfants, ont été supprimés à Kitabi.

C'est là que se trouvait la fabrique de thé de Denis Kamotoko. Il appartenait au parti extrémiste hutu CDR (Coalition pour la Défense de la Révolution). Personne n'obtenait du travail dans son usine sans détenir une carte du CDR ou du MNRD (Mouvement National Républicain pour le Développement, parti de Habyarimana). Chaque jour, les camions de l'usine, chargés d'interahamwe, partaient au massacre dans les collines environnantes. Un noyau dur de douze membres des CDR organisait les massacres, donnant les ordres aux autres.

L'Armée française est arrivée à Gikongoro pendant l'Opération turquoise. La

plupart des Tutsi avaient déjà été liquidés. D'après les témoignages, le comportement des Français n'a pas été le même partout. Certains soldats ont sauvé des Tutsi, mais d'autres ont agi de concert avec les interahamwe. A Murambi, près de Gikongoro, se trouvait un camp qui, selon les estimations, abritait 40 000 réfugiés. Tous ont été assassinés vers le 22 avril. L'Armée française a enterré bien profondément tous ces corps, au bulldozer, comme pour empêcher que les corps soient déterrés et comptés. L'opération d'exhumation est en cours et on a déjà dénombré 13 000 corps.

Infiltrations militaires dans la forêt de Nyungwe

Dans cette région, les infiltrations de l'ancienne armée réfugiée au Zaïre sont nombreuses. Les anciens soldats s'infiltrèrent dans la forêt de Nyungwe, qui s'étend jusqu'aux abords de Kibuye. Pendant que l'Armée française était dans cette région, des dépôts d'armes ont été installés dans la forêt. L'Armée Patriotique Rwandaise a déjà découvert la plupart de ces dépôts et liquidé des groupes de militaires, comme à Pindura. Une grande partie de la population sympathise avec les infiltrés de l'ancienne armée et les aide. La nouvelle armée n'a pas les forces suffisantes

pour ratisser cette immense forêt. Toute la région du Burundi qui jouxte au Sud cette forêt de Nyungwe est aux mains des milices hutu burundaises, qui agissent en coordination avec l'Armée hutu ruandaise au Zaïre. Leur stratégie est d'infiltrer, à partir du Zaïre et du Burundi, l'ancienne zone Turquoise et d'y implanter une base pour une grande attaque militaire.

Du côté burundais de la forêt, l'armée a découvert un camp souterrain d'entraînement clandestin. Il était équipé de moteurs diesel et disposait de réserves alimentaires pour un an, provenant de l'aide alimentaire fournie par des ONG connues. Le camp était opérationnel depuis au moins deux ans et entraînait des miliciens rwandais et burundais. Neuf cycles de formation avaient été donnés, à quelques 120 hommes.

Réponse aux articles honteux sur "les prisons débordées"

95 % de la population est aujourd'hui de retour. Certains étaient réfugiés au Zaïre mais sont revenus. La plupart des criminels qui organisaient les expéditions meurtrières circulent librement.

Quand je lis dans la presse occidentale les articles sur la situation préoccupante des 50 000 Hutu qui se trouvent en prison, je suis dégoûté.

Des dizaines de milliers d'assassins circulent librement dans la zone "Turquoise", tout le monde le sait. Leur présence se ressent partout, elle crée une tension. Quelques rescapés rentrés dans leurs collines ont été frappés et blessés par des extrémistes hutu. Ceux-ci restent très agressifs. Je n'ai encore entendu aucun d'entre eux émettre des regrets sur ce qui s'est passé ici. Au contraire, ils veillent à liquider les quelques survivants qui pourraient témoigner. Il ne pourrait ainsi plus rien leur arriver : pas de témoin, pas de condamnation !

Les criminels circulent librement à Gikongoro mais aussi à Butare. Les prisons sont pleines, les murs craquent, les toits s'écroulent. Les assassins savent qu'on ne pourrait les y mettre. Ils commencent à se sentir à nouveau en sécurité. Au début, ils tentaient de passer inaperçus, mais maintenant ils ont repris confiance.

Avec l'autorité morale de Monseigneur Misago

Monseigneur Misago, l'évêque de Gikongoro, est un extrémiste hutu notoire. Derrière son palais, on a découvert une fosse où on a

Rwanda : les a reprennent co



Au Rwanda, il n'existe pas un "peuple tutsi" et un "peuple hutu". Pour l'avenir du ont été massacrés.

dénombré 300 corps. Il s'était enfui au Zaïre, mais il est maintenant revenu.

Beaucoup de gens ne comprennent pas pourquoi le Front laisse revenir un tel homme. Il représente "l'autorité morale" auprès de laquelle les miliciens hutu trouvent protection. Sa

présence les rend très arrogants. On entend dire à haute voix : «La prochaine fois on les supprime tous», «Dommage qu'on n'ait pas pu terminer le travail».

Il y a, dans l'administration, des fonctionnaires qui s'opposent au gouvernement actuel. A Gikongoro, le préfet, Félix Zigrishuti, un membre des CDR, et le procureur, Alois Havugiyaremye, un chrétien-démocrate, sont tous deux extrémistes hutu. Quand l'Armée arrête des assassins, ils sont souvent relâchés "faute de preuves".

Les criminels se sentent protégés : "Nous allons revenir au pouvoir"

En décembre 1995, en présence de Kagame, le procureur de Butare, Célestin Kayibanda, a accusé en public le préfet de Butare d'être un extrémiste tutsi qui laissait assassiner des personnes innocentes. Kagame est resté trois jours à Butare pour enquêter sur ce cas. Les criminels se sentent soutenus, ils reprennent confiance : «Nous revenons au pouvoir».

Qui a été aidé et dans quel but ?

«A propos de tout ce que disent et font les gouvernements belge et français, on peut se demander : qui tire les ficelles ? On a eu beaucoup à faire avec "l'Équipe Petit" de Belgique. Le gouvernement belge voulait lancer un projet à la frontière burundaise pour l'accueil des réfugiés rwandais en provenance de ce pays. En Belgique, cela paraît peut-être bien. Mais ici ?

On sait que certains des plus grands criminels se trouvent dans les camps

du Burundi. Les responsables de ces camps ont envoyé un porte-parole qui a déclaré : "Oui, ils veulent revenir, mais le Haut Commissariat de l'ONU et le gouvernement belge doivent se porter garants de leur sécurité et garantir qu'il n'y aura pas d'arrestations." C'était évidemment un peu fort. Les autorités rwandaises ont protesté et les Belges ont dit que c'était impossible. "Alors ils ne reviendront pas", leur a-t-on répondu. Mais ils ont quand même envoyé les femmes et les enfants.

Ces nouveaux camps sont des foyers d'insécurité et d'infiltration. Si on considère tout cela avec les yeux d'un Rwandais, ce projet est un scandale. Pourquoi un projet à la frontière et non à Butare ? Est-ce pour faciliter les infiltrations ? Pourquoi la Belgique peut-elle consacrer tant d'argent à un tel projet pour les exilés alors que rien, absolument rien n'est fait pour les rescapés qui ont survécu au génocide dans les conditions les plus dramatiques ?»

Le prétendu "massacre de Kibeho"

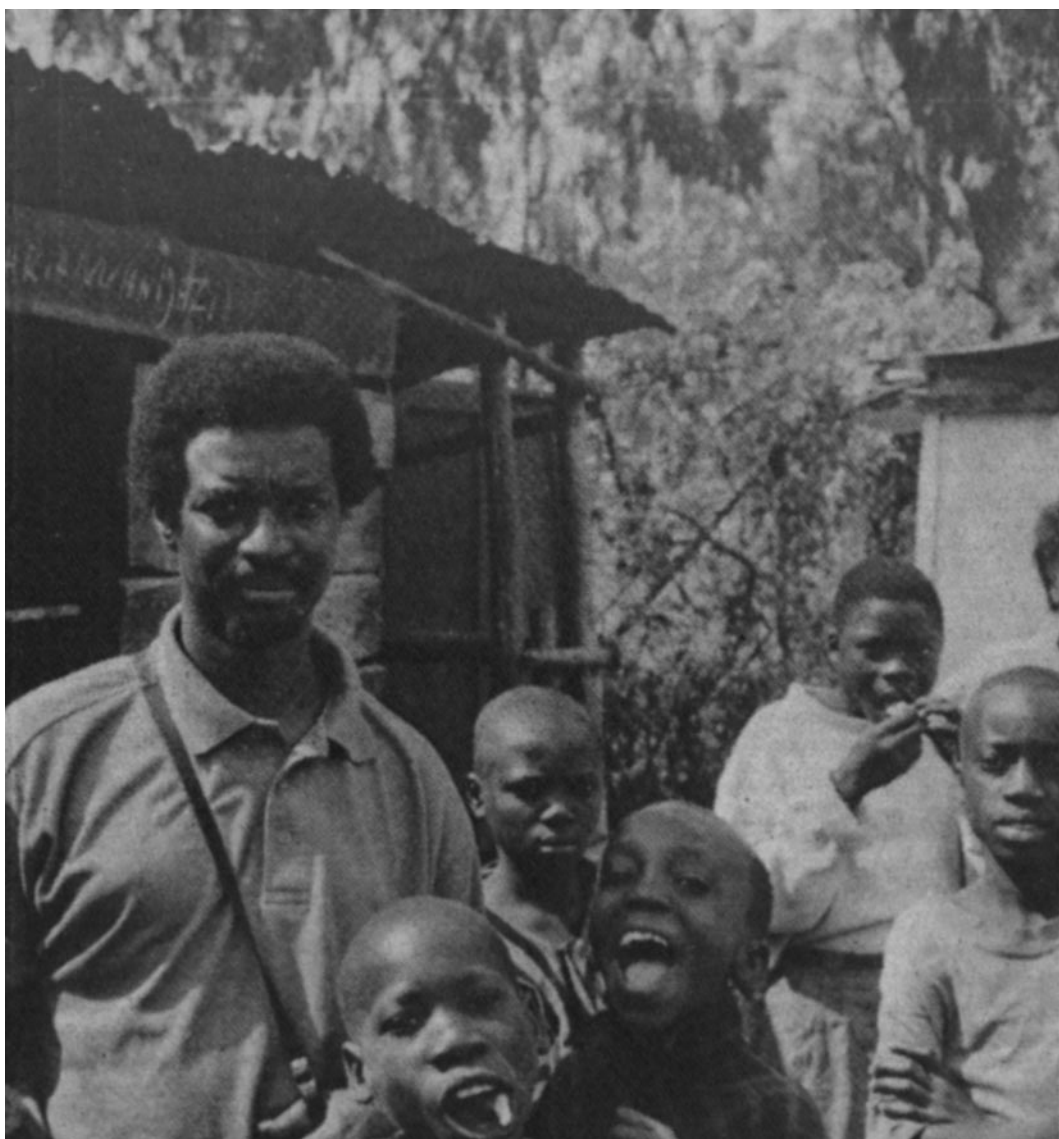
«Quand j'écoute les informations des médias belges sur le Rwanda, elles me semblent provenir d'une autre planète. Il y a là un article qui déclare que le FPR a assassiné huit mille Hutu dans le camp de Kibeho et qu'un nouveau génocide a lieu...

Je suis souvent passé par ce camp de Kibeho. Ce n'était pas un vrai camp, mais une série de collines entourées de marais, où se trouvait une masse de Hutu, des réfugiés intérieurs. Ce camp était protégé par les troupes de l'ONU et échappait au contrôle du gouvernement rwandais. Il était contrôlé de l'intérieur

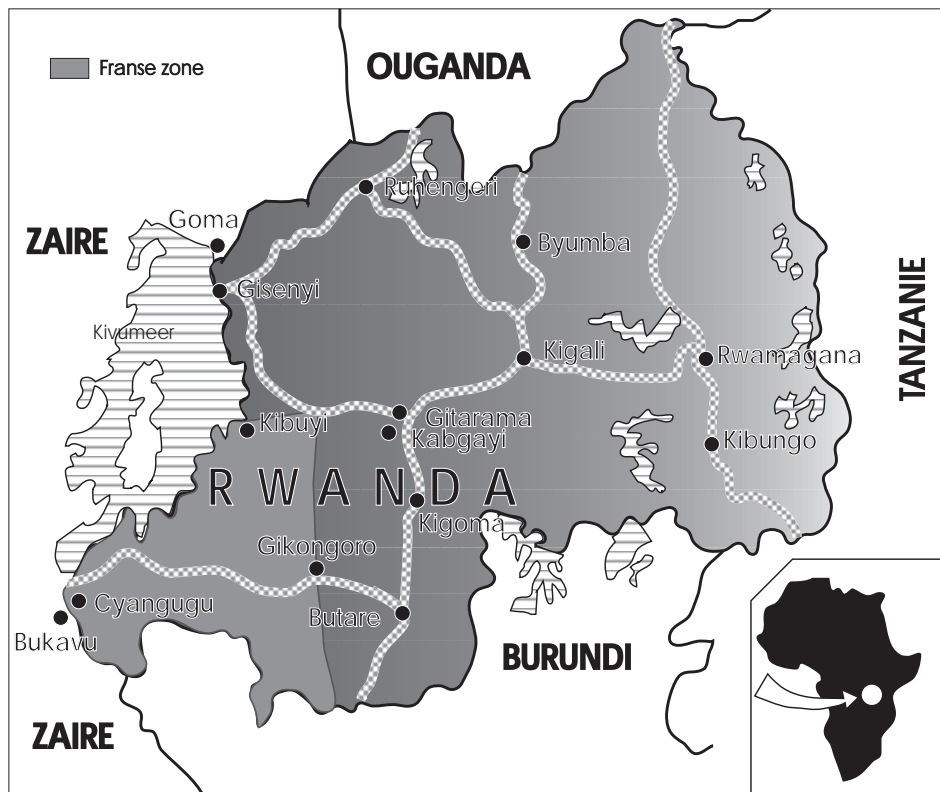
par les interahamwe, en armes. On en sortait facilement et les interahamwe lançaient des razzias nocturnes dans la région pour voler et pour liquider les Hutu et les Tutsi qui leur étaient opposés. C'était, au coeur du Rwanda, un point d'appui pour les criminels, protégé par les troupes de l'ONU.

Je connais quelqu'un qui s'est longuement entretenu avec des femmes sorties du camp de Kibeho. Elles ont dit qu'elles souhaitaient rejoindre leur colline depuis longtemps, mais cela leur était interdit par les interahamwe qui faisaient la loi.»

Les assassins confiance



Pour l'avenir du Rwanda, il est essentiel de rappeler que, dès le début du génocide, aussi bien des Hutu que des Tutsi



Gikongoro et les villages avoisinants ont été occupés par les troupes françaises pendant l'opération Turquoise. A Murambi, tout près de Gikongoro, il y avait un camp abritant 40.000 réfugiés. Ils ont tous été assassinés. L'armée française a enterré les corps très profondément, comme pour empêcher tout comptage des victimes. A ce jour, on a déjà dénombré 13.000 cadavres.

Commémoration du génocide

Samedi 6 avril, la Ligue Anti-impérialiste rendra hommage au million de victimes du génocide et placera notre gouvernement face à ses responsabilités. Participez aux actions !

Anvers : 6 avril de 12 à 16h30 au Wapper sur le Meir. Vente d'œufs de Pâques au profit du Rwanda.

A 15 h, "Lay-In", action symbolique : on se couche sur le sol pendant

une quinzaine de minutes pendant lesquelles des poèmes sur le génocide et le racisme sont récités.

Bruxelles : 6 avril de 12 à 17h sur la place de la Monnaie. Reconstitution d'un village rwandais. Vente d'œufs de Pâques.

Liège : dimanche 31 mars et 7 avril : action Rwanda et vente d'œufs de Pâques. De 10 à 14 heures.

Gand : Samedi 30 mars de 12h30 à 17h30, Veerleplein 100 potiers pour le Rwan-

da. Toute une après-midi, 100 céramistes constituent une chaîne de cent tours en action. Les spectateurs voulant mettre la main à la pâte et fabriquer une poterie versent une petite contribution au projet "Artistes pour le Rwanda".

Samedi 6 avril à partir de 14 heures, Vredeshuis, St Margrietstraat 9. Vente aux enchères des œuvres des "Artistes pour le Rwanda".

A propos de l'association Ibuka

Ou comment il ne faut pas commémorer le génocide

J'ai entendu parler la première fois de l'Association Ibuka le 29 juillet 1995, lors d'une soirée de commémoration du Roi Mutara Rutahigwa. Ce soir-là, Monsieur Destexhe, sénateur PRL et ancien responsable de Médecin Sans Frontières, était monté à la tribune pour faire un discours invraisemblable : « Chers amis, l'année passée vous avez connu un des génocides les plus terribles du siècle. Eh bien, aujourd'hui, un génocide comparable a lieu en Bosnie... »

Et sans dire un mot de plus du Rwanda, devant une salle remplie de Rwandais, ce monsieur n'avait parlé, pendant un quart d'heure, que de la nécessité d'intervenir militairement en Bosnie contre les Serbes. Destexhe avait aussi appelé les Rwandais à participer à la manifestation du 3 août 1995 sous les mots d'ordre : « La démission de l'Europe est inadmissible - il faut choisir son camp, celui d'une Bosnie libre. » Cet appel avait été lancé à l'initiative de Destexhe,

René Raindorf et Simone Susskind. Ce Raindorf, anti-communiste virulent, était en 1963... le vice-président du Parti Communiste (marxiste-léniniste). Jacques Grippe, qui en était alors le président, avait déclaré, après l'éclatement de son parti, que Raindorf était un agent de la CIA dont la mission était de détruire le parti.

Lors de son intervention, Destexhe a appelé les Rwandais à soutenir les criminels qui ont fait éclater la Yougoslavie sur base de l'intoxication ethnique. C'est cette même intoxication qui est à la base du génocide rwandais. Les Rwandais ont été divisés en "Hutu" et "Tutsi", principalement par l'impérialisme belge et français, dans le but de mieux dominer le pays. Les Yougoslaves, qui ont une même origine et parlent une même langue, le serbo-croate, ont été divisés en "Croates", "Serbes", "Musulmans", etc, principalement par l'impérialisme allemand et américain. Les Allemands ont fait éclater la

Yougoslavie pour annexer en fait la Croatie et la Slovénie. Les Américains ont contre-attaqué et placé l'Albanie, la Macédoine et la Bosnie sous leur contrôle direct.

"Peuple tutsi" : une notion ethniste

A cette soirée consacrée à Rutahigwa donc, quelqu'un m'a remis un papier présentant Ibuka. On y retrouve les noms de René Raindorf et de Simone Susskind.

Ce papier contient deux thèses centrales. La première : « Ibuka s'est constituée au lendemain du génocide perpétré au Rwanda à l'encontre du peuple tutsi. (...) Ibuka vise l'objectif : perpétuer la mémoire des victimes du génocide du peuple tutsi. » (1) On s'étonne de ce que des personnalités rwandaises éminentes aient manqué de vigilance au point de signer une telle ineptie. Comment peuvent-elles en effet affirmer, à juste titre, que les

Banyarwanda constituent un seul peuple, et en même temps contribuer à répandre la thèse ethniste du "peuple tutsi" et, par conséquent, du "peuple hutu" ? Comment peuvent-elles se laisser manipuler par leurs pires ennemis jusqu'à reprendre la thèse ethniste du "génocide du peuple tutsi" ? Défendre une telle aberration, c'est insinuer que ce génocide a été commis par "le peuple hutu". Pour l'avenir du Rwanda, il est essentiel de réaffirmer, toujours et partout, ces trois vérités : dès le début du génocide, les personnalités hutu démocratiques, comme madame Uwilingiyimana, ont été délibérément assassinées. Pendant tout le génocide, des milliers de Hutu ont été tués parce qu'ils cachaient des Tutsi. Pendant tout le génocide, des Hutu ont assassiné des milliers d'autres Hutu pour s'emparer de leurs biens, pour régler des litiges de propriété de terre, par vengeance personnelle.

La seconde thèse d'Ibuka : « Ibuka tentera de démon-

trer l'identité de nature entre le génocide des Tutsi et celui perpétré à l'encontre des peuples arménien, tzigane et juif. » « Ibuka vise l'objectif : examiner en coopération avec les peuples qui ont connu le génocide... la création d'un centre de prévention pour que pareil crime ne se reproduise plus. » (1) En clair : l'État d'Israël et le Mossad tentent de "profiter" du génocide pour s'implanter dans la "communauté tutsi" et au Rwanda.

Il y a plusieurs différences entre le génocide contre les Juifs et le génocide au Rwanda, notamment celle-ci : dans tous les pays européens, la grande bourgeoisie juive a collaboré avec les nazis pour enregistrer, concentrer et finalement déporter les Juifs vers les camps d'extermination. Et surtout : après la guerre,

la grande bourgeoisie juive a mobilisé le peuple juif pour implanter, par la terreur et la guerre, l'État colonial d'Israël sur la terre des Palestiniens. Depuis 1948, Israël est un État basé sur le racisme : tous ceux qui appartiennent à la "race" juive, quel que soit le pays d'où ils viennent, ont le droit de s'établir comme citoyens à part entière en Israël. Mais une grande partie de la population palestinienne autochtone a été chassée par la terreur de ses terres et de son pays et ceux qui y sont restés sont légalement considérés comme des citoyens de second rang. Quelles leçons le peuple martyr du Rwanda peut-il recevoir de l'État colonial israélien ?

(1) Tracts : « Ibuka (mémoire et justice) » et « La mémoire du génocide ».



Au 1er Mai du PTB

Rwanda : "J'ai été enterrée vivante" : forum de 16 à 17h30. Témoignages de survivants. Tito Rutaremara, dirigeant de la fraction FPR au nouveau Parlement, interviewé par Colette Breackman (Le Soir) et Frank Sonck (Médecine pour le Tiers Monde).

«Ca va barder en sidérurgie»

Clabecq en danger, tout le monde est concerné

L'administrateur-délégué de Clabecq, Froidmont (PS), l'a annoncé : Clabecq devra tourner avec moins de 1.600 personnes, soit 600 pertes d'emplois. Il appelle les «partenaires sociaux, économiques et financiers à rechercher et appliquer des solutions, même difficiles».

David Pestieau et Marco Van Hees

Les "solutions" seront certainement difficiles et même catastrophiques pour les travailleurs. D'abord, il y a la perte de 600 emplois. Mais c'est aussi la première étape vers la fermeture. Ainsi, pour Roberto D'Orazio, président de la délégation FGTB, «faire tourner l'entreprise avec 8 postes en avril pour produire 550.000 tonnes [la moitié de la capacité de production], c'est déjà le démantèlement de l'usine». Autrement dit, les ouvriers se retrouvent la moitié du temps en chômage économique. Un scénario déjà utilisé dans d'autres fermetures d'usines. Par exemple, à Tubemeuse. Ensuite, Gandois, l'homme du patronat sidérurgique, doit définir la stratégie d'avenir de Clabecq. Or il n'a jamais caché son intention de fermer les Forges.

Enfin, en investissant à Eko-Stahl (ex-Allemagne de l'Est) qui produit des tôles similaires à celles de Clabecq mais à moindre coût, la Région wallonne montre qu'elle ne veut en aucun cas sauver Clabecq. Au contraire, elle veut transformer Cockerill-Sambre, en une multinationale privatisée. N'est-ce pas Froidmont lui-même qui suggérait de faire avec Cockerill-Sambre ce qu'on a fait avec Belgacom, la vendre au privé ? (1) Voilà la logique de rentabilité du capitalisme : trop d'acier à vendre à trop peu d'acheteurs solvables, donc on ferme des outils, on exploite à fond ceux qui restent (à des plus bas salaires) et on s'approprie le profit.

Un pas vers la fermeture

Ainsi, les "solutions" de Froidmont seront loin d'être difficiles pour les «partenaires économi-

ques et financiers» : les actuels et anciens grands actionnaires privés comme Dessy, Boël ou Albert Frère, qui ont volé 36 milliards en 70 ans sur le dos des travailleurs des Forges, sont épargnés. Les banques créancières (Générale, BBL,...), qui ont encaissé des milliards de bénéfices cette année, restent hors d'atteinte. Froidmont ne les met pas à contribution, surtout qu'il promet de faire un milliard d'économies supplémentaires. Un ouvrier de Clabecq conclut : «Froidmont veut liquider 600 emplois, il laisse libre cours au patronat et il ose s'appeler "socialiste".»

Les travailleurs de Clabecq doivent maintenant se mobiliser pour imposer des "solutions difficiles" aux patrons pour leur faire payer le maintien de l'usine intégrée et de tous les emplois. Seuls eux doivent payer, pas les travailleurs. Ni à Clabecq, ni ailleurs via l'aide de la Région wallonne financée par nos impôts.

La grève provoquera-t-elle la fermeture ?

Certains craignent que la grève provoque la fermeture. Or, tout le plan du patronat est d'arriver à la fermeture en douceur, la mort à petit feu. Son obstacle, c'est la résistance des travailleurs. C'est la crainte de l'explosion sociale qui a empêché la fermeture des Forges jusqu'à présent. C'est la grève en 92 qui a empêché un plan similaire de passer. C'est la raison de toutes les manoeuvres de ces derniers mois. Surtout dans l'actuel climat social explosif : grèves à GM, Volvo, CMI, Cockerill-Sambre, mouvement dans l'enseignement... De plus, on veut écarter la menace "Clabecq" alors que Dehaene prépare son fameux "pacte pour l'emploi", qui devrait diminuer le chômage de moitié ! C'est donc



Les travailleurs des Forges de Clabecq, "entreprise sans racisme" étaient à la manifestation d'Objectif dimanche dernier, au côtés d'enseignants. Unifier les luttes : ces travailleurs et ces profs en sont bien conscients.

l'absence de grève qui menace l'usine. Aujourd'hui, pour diviser les travailleurs, on parle de prépensions. Spitaels du PS, l'homme qui fit passer la réduction de 10 % de salaires en 92, avoue lui-même qu'elles ont toujours servi à «faciliter les restructurations». (2)

Les prépensions, la seule solution ?

C'est un sujet difficile pour les syndicalistes. Certains réclament les prépensions avec remplacement par des nouveaux. Froidmont lui, ne les avance que dans le cadre de la restructuration. D'où le danger des prépensions. Ainsi, un ancien ouvrier des Forges nous raconte : «En 1991, j'ai été pratiquement obligé de partir en prépension. J'ai perdu 15.000 F. par mois, plus les primes, les congés payés et tout le reste, alors que j'avais deux enfants aux études. On avait dit que c'était pour laisser la place aux jeunes mais je n'ai pas été remplacé. Et d'ailleurs, aujourd'hui, j'ai deux

jeunes chômeurs à la maison.» «Les prépensions, c'est du chômage déguisé, nous dit un délégué. La seule différence, c'est qu'on gagne un peu plus que l'allocation de chômage. Mais il n'y a aucune garantie qu'on gardera ce supplément. Je connais un prépensionné d'Aleurope. Aujourd'hui que l'usine ferme, il perd sa prépension.» A Boel-Tamise, après quelques années, la prépension a été amputée de 4.000 francs par mois. Sans compter les menaces qui pèsent sur le système même des prépensions, dans le cadre des attaques contre la Sécurité sociale. En Allemagne, on est en train de

supprimer le système des prépensions. Spitaels, indique qu'il ne faudrait plus l'accorder qu'à partir de 60 ans en Belgique. Sinon, il y aurait «un prix à payer». (2) La prépension est une solution individuelle qui laisse l'ouvrier seul face aux attaques que le système peut subir, surtout si l'usine ferme. Une prépension, c'est aussi deux emplois perdus : celui perdu par l'ouvrier plus âgé et celui que le jeune (souvent son fils) ne retrouve plus.

1. La Libre Belgique, 3 février 1996.
2. L'Echo, 12 mars 1996.

Rencontre pour un combat commun en sidérurgie

Jeudi 28 mars, à 19h, au Centre Culturel, (Théâtre du Gymnase), 124 Bd Deryck à Tubize. Avec Roberto d'Orazio, délégué FGTB aux Forges de Cla-

becq; Dirk Goemaere, ex-délégué Sidmar; Marcel Staquet, prépensionné de Boël; des ouvriers de Cockerill-Sambre-Liège et Charleroi.

TNT va exploser dans vos oreilles !

350 emplois créés à l'aéroport de Bierset : à quel prix ?

Johnny Coopmans

La multinationale de courrier express GD Express Worldwide (TNT) déménage son terminal de Cologne vers l'aéroport de Bierset, près de Liège. Elle prévoit la création d'au moins 350 emplois directs et d'une centaine pour les activités annexes. Les retombées indirectes pourraient créer 2.000 emplois dans la région, nous dit-on. Mais à quel prix ?

René Piron, président des métallos liégeois de la FGTB déclare : «Les forces vives liégeoises et l'exécutif

wallon ont tiré sur la même corde : les deux organisations syndicales, les partis politiques (PS, PSC, PRL) et Meusinvest qui a joué un rôle prépondérant.» (1) Pour Robert Collignon, ministre-président de la Région wallonne, c'est «le fruit d'une action offensive» (1). La Région wallonne a investi 4,7 milliards dans l'installation de TNT. «La Région wallonne a gagné son pari pour l'aéroport de Liège, estime La Wallonie. Deux milliards investis depuis 1990. 2,7 milliards d'intervention complémentaire d'ici juin 1998, combinant aide

régionale et expansion économique» (1). Les 500 personnes du centre de tri à Cologne seront licenciées. Ils seront remplacés par 350 travailleurs à "Liège Airport". TNT peut donc économiser 150 personnes grâce aux installations plus fonctionnelles à Liège. Les vols des avions courrier s'effectuent surtout la nuit. Ce qui causera des nuisances pour les habitants de la région. Réaction de René Piron : «On peut se plaindre des fumées de Cockerill Sambre, comme on peut s'inquiéter du bruit

des avions, mais à un moment donné un choix s'impose : si on veut habiter une région de bois de sapins, on se reconvertisse et on devient bûcheron.» L'Écho se réjouit même de "l'isolement" de l'aéroport : «aucune interdiction de "tapage nocturne"; les gros porteurs pourront décoller et atterrir quand bon leur semble» (2). Voilà où cela conduit quand dirigeants syndicaux et patrons tirent sur la même corde. On se réjouit quand même d'avoir arraché 500 emplois à des autres travailleurs. Même si on n'en obtient

que 350, où est la victoire ? La collaboration de classe au nom de la Région amène les travailleurs à s'entre-tuer. Cette logique entraîne inévitablement l'abandon de tous les acquis sociaux et, au bout du compte, à la guerre, au nom de la défense de "sa" région. C'est cela l'avenir que nous offre le capitalisme. Les dirigeants syndicaux doivent abandonner cette voie de la collaboration. Seul le socialisme offre une issue humaine.

1. La Wallonie, 28 février 1996. 2. L'Echo, 22 février 1996

La parole aux cinq ténors du 1er Mai du PTB



Cinq règles d'or pour faire réussir la fête

Vous êtes le bienvenu à la fête du 1er Mai du PTB, le jour même, dès 11h, à la VUB à Bruxelles. Bonne nouvelle : vous payerez 50 F de moins que l'an dernier. Une fête de qualité, bon marché, intéressante et distrayante: voilà sa force d'attraction. Ce qui manque encore ? Des bras, des pieds, du monde...



Riet Dhont

Le programme est déjà prêt. Nous avons invité des dizaines d'orateurs du tiers monde. Rocha, des Zapatistes du Mexique, Tito Rutaremara du Front Patriotique Rwandais, Gilbert Kouesse du Parti Communiste du Bénin, Ismael Dube du Zimbabwe... Des rencontres uniques. Des syndicalistes de France, d'Angleterre, d'Allemagne viendront aussi témoigner de leur lutte pour les services publics. Et nous pouvons déjà l'affirmer : Marx sera l'homme de l'année. Il avait et il a toujours raison : le capitalisme c'est la misère, vive le socialisme. Voilà le thème de notre fête du 1er Mai. Fête ? Oui, évidemment ! Cette année, trois podiums seront réservés aux spectacles. Sur un, de la musique du Mali, du Sénégal, des Andes et des Caraïbes, avec des instruments rares. Convaincu ? Commandez dès maintenant une carte en prévente (100 F) et proposez-en à votre entourage, vos collègues de travail, votre club de foot, maison de jeunes...

Han Soete

«Le programme, ce n'est pas tout. Où, comment et avec qui allons-nous réaliser cela ? A nouveau, nous transformerons les garages du parking de l'Université en un grand espace de fête. Il faut amener l'électricité, des conduites d'eau, la sono, des centaines de panneaux, plus de mille chaises, des plantes. Cette année, il faudra réussir un tour de force : le 1er mai tombe au milieu de la semaine... Qui prendra congé pour nous aider ? La liste des tâches est colossale : nous avons besoins de 300 à 400 personnes qui assurent une tâche précise pour réussir le tout. Si chacun de ces centaines de collaborateurs n'assuraient pas sa

tâche, il n'y aurait pas de fête. Ces tâches constituent un ensemble. Mais chaque année, nous savons que nous pourrions compter sur vous. Pas à pas, grâce à vos remarques et propositions, notre fête s'organise avec la routine d'un festival comme Torhout-Werchter.»



An Lenaerts

«La fête du 1er Mai est une journée porte ouverte du Parti du Travail de Belgique. C'est le meilleur moment pour présenter le Parti à vos amis, aux ouvriers de votre entreprise, aux copains de classe, aux membres de la famille. Une bonne manière de convaincre des gens de devenir membres, c'est de leur faire connaître directement le Parti. A la fête du 1er Mai, ils rentreront en contact avec différentes sections du Parti... Et dans la mesure du possible, ces amis assureront une tâche. Chaque année, des dizaines de sympathisants, qui amènent aussi leurs amis, donnent un coup de main. Il y a une masse de possibilités. Qui peut aider dans le restaurant ? Qui peut faire de la charpenterie ? Qui peut servir de la bière ? Qui peut



Beaucoup d'ambiance à la fête du 1er mai du PTB. Mais pour qu'elle soit un succès, nous avons besoin de centaines de bras. Vous pouvez aussi nous aider !

aider au baby-sit ? Il s'agit chaque fois d'une tâche de deux heures, pendant mais aussi avant et après la fête. Toutes les tâches sont décrites sans "Fort ensemble", supplément au Solidaire du 5 mars. Parcourez la liste et vous y trouverez une tâche que chacun peut ou aime remplir.»



Tsang Tsey Chow

«Personne ne peut travailler sans matériel. C'est ma tâche : commander des camionnettes, des chaises, des boissons, des podiums... bref, beaucoup de téléphones et de fax. Mais il s'agit surtout du travail de secrétariat : plier des centaines d'affiches, de dépliants et de lettres pour inviter des organisations démocratiques, réaliser des communiqués de presse, préparer des badges, répondre aux bons de commandes. Le secrétariat va tourner à plein temps d'ici là. Toute aide est la bienvenue. Mais surtout, n'hésitez pas à commander des cartes, à

demander un stand d'info. Je suis à votre disposition.»



Leen Swinnen

«Nous sommes fiers d'avoir pu diminuer le prix d'entrée. L'an

dernier, plusieurs personnes ont critiqué le prix sur la carte d'évaluation. Des jeunes, des étudiants, des chômeurs et des familles nombreuses trouvaient que le prix d'entrée constituait parfois une barrière. La fête sera donc moins chère cette année, mais notre programme n'en souffrira pas. Au contraire, il n'y a jamais eu autant d'invités internationaux. Une saignée d'au moins 200.000 F dans le budget de la fête. C'est pourquoi nous avons lancé un appel pour cofinancer un ticket d'avion d'un hôte étranger. Et ça marche : un camarade a abordé un ami-artiste qui lui a transmis de suite un chèque de 10.000 F pour un orateur de Syrie. La section du Parti de Flandre occidentale a organisé une excursion à Lille et a rassemblé dans le car 2.750 F pour payer le ticket d'un invité du Mexique. De cette façon, on y arrivera !»

Le 1er mai, c'est notre fête

A renvoyer au secrétariat du 1er mai, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.77.60.

Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Commune : _____
 Tél. : _____
 Entreprise/Ecole/Université : _____

- commande ex. des cartes de prévente/soutien (100 F)
- assurerai volontiers une tâche avant, pendant ou après la fête du 1er mai
- veut prendre part aux frais de transport d'un hôte étranger et verse F sur le compte 001-1151486-75 du fond de soutien PTB, avec la mention "Soutien 1er mai".

EN BREF

Pologne

Centre commercial en face d'Auschwitz ?

Depuis la chute du mur de Berlin, les souvenirs de la lutte contre le fascisme sont supprimés à une allure record dans les anciens pays socialistes. Dans la ville polonaise d'Oswiecim (Auschwitz), l'administration communale vient d'accorder un permis de bâtir pour un centre commercial. Rien de spécial, direz-vous, si ce n'est que ce nouveau complexe de 25.000 m² sera construit juste devant l'entrée de l'ancien camp de concentration d'Auschwitz.

Le président polonais Kwasniewski s'est prononcé contre la construction du centre. (Neues Deutschland, 14 mars 96)

États-Unis

Immigrés mexicains tirés comme des lapins

Dans les trois premières semaines de l'année 1996, 52.697 personnes tentant de franchir la frontière entre le Mexique et les États-Unis, dans la zone Tijuana-San Diego, ont été arrêtées (contre 38.774 en janvier 1995) par les autorités frontalières nord-américaines.

Dans la nuit du 20 au 21 janvier, dans la région de Otay Lakes en Californie, un groupe de quinze personnes a été intercepté par la police frontalière. Selon la version officielle, six d'entre eux ont tenté de fuir et sont tombés dans un ravin. Selon des témoins mexicains, un réfugié a été tué par balle et cinq autres ont été blessés alors qu'ils étaient poursuivis par la police frontalière. (L'Humanité, 27 janvier 96)

Tchéquie

Grève dans la santé

Refinancement des soins de santé, 6 milliards FB supplémentaires pour éviter l'effondrement total du secteur des soins de santé, augmentation des tarifs de remboursement et 40 % d'augmentation de salaire pour tous les travailleurs à partir du 1er avril. Ce sont les revendications pour lesquelles le syndicat tchèque des travailleurs de la santé appelle ses cent dix mille membres à faire grève les 25 et 26 mars. Pour la première fois, les vingt mille médecins se joindront aussi à l'action. Les négociations entre syndicats et gouvernement sur l'augmentation salariale avaient échoué précédemment. Les salaires du personnel soignant sont à peu près les plus bas de tout le pays. Les médecins gagnent deux fois plus, mais surtout parce qu'ils font énormément d'heures. De récents sondages montrent que trois quarts de la population tchèque regrette que la Sécurité sociale d'autrefois ait été démantelée. (Postmark Praha, 19 mars 96)

Israël

Aide à la répression

Le gouvernement israélien n'a pas l'intention de lever rapidement le bouclage total de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Selon les estimations, cette mesure coûte chaque jour à la population palestinienne environ six millions de dollars (pertes d'exportations, de salaires...). Pour éviter que la famine imposée aux Palestiniens ne conduise à des révoltes, Israël a demandé à la communauté internationale un fonds spécial de 100 millions de dollars.

Une comparaison ? C'est comme étrangler quelqu'un et demander à une tierce personne de lui insuffler de l'oxygène. (Le Soir, 18 mars 96)



Miroslav Stepan (à droite) du Parti Communiste des Tchécoslovaques avec Ludo Martens (PTB).

Tchéquie : chasse aux communistes

On veut interdire le PC des Tchécoslovaques

Prôner la lutte de classes ? Interdit par la loi du président tchèque Havel, grand défenseur des droits de l'homme ! Le ministre de l'Intérieur tente de mettre hors la loi le parti communiste des Tchécoslovaques.

Hilde Meesters

Miroslav Stepan, qui dirige le parti communiste des Tchécoslovaques (PCT) était un des invités, en août 1995, du camp d'été du PTB à Bredene. Stepan s'est retrouvé en prison pour quatre ans, en 1989. Il refusait de soutenir la candidature de Havel à la présidence, comme l'avait ordonné le PC de l'époque. En 1989, le PC a adopté le nom de PC de Bohême et de Moravie (PCBM). Après sa libération, Stepan a eu de nombreuses discussions avec le PCBM mais a décidé, début

1995, de créer son propre parti, le PCT. Miroslav Stepan : «Je suis membre du parti depuis 1964 et cela me fait mal qu'il y ait maintenant deux partis. Mais le PCBM glisse de plus en plus sur la voie de la social-démocratie. J'espère que l'existence de notre parti donnera plus de courage aux membres du PCBM. Je pense vraiment que, d'ici peu, nous n'aurons à nouveau plus qu'un seul parti communiste» (1). En février 1996, 230 délégués du PCT ont participé à un congrès du parti. Lors de celui-ci, quelqu'un a dit : «Le peuple aspire de plus en plus à un retour

au socialisme et à la réalité d'avant 1989. C'est pourquoi nous devons construire le parti». Le PCT, le seul à rejeter l'économie de marché, est maintenant accusé «d'enfreindre la constitution, de menacer les droits et libertés des citoyens et de n'avoir aucun respect pour les principes démocratiques de la république» (2).

(1) Solidaire 29, 2.8.95 (2) Le Monde, 17.3.96.



1er Mai avec le PTB

Miroslav Stepan, du Parti Communiste des Tchécoslovaques

(PCT) participera au débat sur le socialisme et le communisme. Les autres participants au débat seront des communistes de Russie et le président du PTB Ludo Martens.

Mexique : 150.000 manifestants

150.000 travailleurs mexicains ont manifesté, le 18 mars, contre la politique antisociale menée par le gouvernement et aussi contre la privatisation de la pétrochimie. Ils réclament des emplois, une hausse des salaires et des prêts pour les logements. En 1995, les travailleurs payés au salaire minimal ont perdu 40 % de leur pouvoir d'achat.

La consommation des ménages a tellement baissé que quinze mille entreprises ont fait faillite. Le Mexique détient deux tristes records en Amérique latine : la dette extérieure la plus élevée (158 milliards de dollars) et le niveau salarial le plus bas. Le seul secteur qui a augmenté ses investissements et sa main-d'œuvre en 1995 est celui de la sous-traitance. (Le Monde, 20.3)

Libérez Yachar Kemal !

L'écrivain turc Yachar Kemal a été condamné à vingt mois de prison, le 7 mars dernier, sur base de la loi contre le terrorisme. Son livre "La Turquie et la liberté d'expression", contenant des articles sur le traitement réservé aux Kurdes de Turquie, a été saisi début 1995, le lendemain de sa publication. L'éditeur, Erdal Öz, a lui aussi été jugé et condamné.

Au procès, l'écrivain a qualifié l'Etat turc de dictature déguisée en démocratie. «Ce n'est pas moi mais l'Etat turc qui doit être jugé pour ses crimes contre le peuple kurde et turc et contre les combattants du PKK», a déclaré Yachar Kemal.

Faxez vos lettres de protestation au président turc : 90-312-427.13.30 ou au ministère turc de la Justice : 90-312-411.34.34.

Un général philippin change de camp

«Je ne veux plus servir ce système pourri jusqu'à la moëlle»

Hilde Meesters

La revue marxiste-léniniste britannique Lalkar publie le récit de Raymundo Jarque. Ce général de l'armée philippine a décidé de tourner le dos au "système pourri jusqu'à la moëlle" et de passer à la Nouvelle Armée du Peuple. Laquelle, sous direction du Parti communiste, mène la lutte armée contre la dictature de Ramos. José Maria Sison, fondateur du PC philippin, explique : «Jarque, après avoir

longtemps défendu le système dominant, s'est progressivement rendu compte qu'il est basé sur la soif de richesses et la terreur. Il a reconnu la justesse de la cause révolutionnaire du peuple. La victoire de la révolution nationale et démocratique sera facilitée si les officiers et soldats des grands propriétaires terriens offrent leurs services et leur loyauté aux classes travailleuses, aux paysans et au reste du peuple.» Depuis 1990, Jarque a fait l'objet de plusieurs poursuites à

cause des plaintes qu'il avait introduites contre des éléments corrompus de l'armée gouvernementale. A propos des prétendues réformes sociales annoncées par le président Ramos sous le slogan "Philippines 2000", Jarque déclare encore : «Le développement économique promis aux Philippines pour l'an 2000 sera réalisé, comme toujours, sur le dos des millions de pauvres et de démunis qui resteront toujours les victimes de l'injustice imposée par les dirigeants riches, puissants et

corrompus de ce pays. Sauf si on change le système même.»

Lisez Lalkar, périodique (en anglais) de l'Association des Ouvriers Indiens (Grande-Bretagne). Ce mois : lutte de classe en Grande-Bretagne, discours d'un brigadiste britannique sur la guerre antifasciste d'Espagne, biographie de Saklatvala, premier parlementaire communiste britannique (mort en 1936). Commandes (50 francs le numéro) à la Librairie Internationale. 02/513.69.07.

30.000 policiers contre une manifestation kurde

Durant un week-end, l'Allemagne a été un pays occupé

30.000 policiers, des dizaines d'hélicoptères de combats, occupation des principaux carrefours, contrôle de toutes les gares des chemins de fer, barrages aux frontières... l'Allemagne était en Etat de siège ce 16 mars. Cet énorme déploiement de forces visait à empêcher une manifestation des Kurdes.

Hilde Meesters

150.000 à 200.000 Kurdes de toute l'Europe étaient attendus à Dortmund pour une manifestation contre la sale guerre de l'armée turque contre les Kurdes, pour une solution politique de la question kurde et contre le soutien militaire et économique des Occidentaux à l'Etat turc. Il s'agissait aussi de démasquer les complices du génocide. Les organisations kurdes n'étaient pas seules. Elles étaient soutenues par des organisations progressistes allemandes, le PDS, les Grünen, ainsi que les organisations turques TKP et HKP.

Mais les événements se sont déroulés autrement que prévu. Entretien avec Ali, un ami kurde, qui comptait participer à la manifestation.

Ali. La manifestation avait été autorisée il y a de nombreux mois. Elle était organisée par le Front national de libération du Kurdistan et soutenue par presque toutes les forces kurdes : parlementaires en exil, porte-parole de diverses organisations, dont le PKK. Mais la veille de la manifestation, celle-ci a été interdite par un tribunal



Brutale répression policière contre les manifestants kurdes : l'Allemagne veut maintenir sa collaboration avec la dictature turque.

civil. Le sommet antiterroriste en Egypte y est certainement pour quelque chose. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, s'était entendu avec son homologue turc pour dénoncer le PKK comme organisation terroriste. En Allemagne, le PKK est déjà interdit depuis longtemps. Ce sommet visait d'ailleurs à assimiler tous les mouvements de libération au terrorisme.

Quelles sont tes propres expériences ?

Ali. Nous sommes partis de plusieurs villes de Belgique, tôt le matin, dans une trentaine de cars. Douze autres cars sont partis de France. A la frontière d'Aix-la-Chapelle, nous avons été arrêtés par la gendarmerie belge. Nous devions sortir des cars. «Ne continuez pas, car des centaines de policiers allemands vous attendent. Ils sont nerveux et n'ont certainement

pas l'intention de vous laisser passer», nous disaient-ils. Près de 3.000 d'entre nous ont alors décidé de continuer à pied. Après trois kilomètres, nous avons vu la police allemande attaquer des Kurdes de France.

Il y a eu sept blessés et quatre ou cinq arrestations. Lorsqu'ils nous ont vus, les 500 policiers allemands ont appelé des renforts. Vers midi et demi, quinze hélicoptères sont arrivés transportant chacun une quarantaine de policiers. Deux hélicoptères de combat ont continué à nous survoler. Et je ne parle que de la frontière belgo-allemande. Les frontières avec la Suisse, l'Autriche et le Danemark étaient fermées. A la frontière néerlandaise, 1.500 manifestants ont bloqué l'autoroute. Ce n'est qu'à dix heures du soir que nous avons arrêté notre manifestation à la frontière belge, après la libération de nos camarades.

Pourquoi cet énorme déploiement de forces en Allemagne ?

Ali. L'Allemagne veut coûte que coûte préserver de bonnes relations avec la Turquie. Les pays qui interdisent les manifestations kurdes sont généreusement récompensés par la Turquie. Cette action répressive rapportera sans doute à l'Allemagne quelques nouveaux contrats juteux. L'Allemagne livre notamment des armes à la Turquie. La Bundesbank et la Banque de Commerce allemande ont des filiales en Turquie. L'Allemagne accorde des crédits aux taux d'intérêts élevés. Chaque année, près de 400.000 Allemands passent leurs vacan-

ces en Turquie. Ce pays occupe également une position géostratégique pour les intérêts allemands en Azerbaïdjan.

L'opération des forces de l'ordre dans la seule ville de Hambourg a coûté 200 millions de francs. Le coût total pour l'ensemble de l'Allemagne pourrait très bien atteindre les 2 milliards de francs !. Les forces de l'ordre ont engagé 25.000 à 30.000 hommes. Il faut y ajouter les hélicoptères de combat. L'Allemagne était vraiment assiégée. Des affrontements entre la police et les Kurdes ont eu lieu à pratiquement toutes les frontières et aux carrefours importants. Dans les gares de Stuttgart, de Munich et de Mannheim, les policiers chargeaient les Kurdes qui descendaient des trains. A Hambourg, les policiers ont même pénétré dans les maisons de Kurdes. Dès le vendredi, les forces de l'ordre étaient en état d'alerte à Dortmund. Plus de 25.000 Kurdes sont néanmoins parvenus jusque là. Au total, quelque 120.000 Kurdes ont manifesté pour les revendications légitimes du peuple kurde.

Klaus Kinkel a annoncé qu'il expulserait des manifestants kurdes...

Ali. Ce n'est pas nouveau. Mais dorénavant cela se fera beaucoup plus ouvertement. Nous craignons qu'il commence par expulser les Kurdes emprisonnés en Allemagne (leur nombre est estimé entre 600 et 1.000). S'ils sont expulsés, ces militants seront emprisonnés en Turquie. Nous programmons des actions de protestation devant les ambassades allemandes.

AGENDA

Bruxelles

Samedi 13 avril, 14 h

"Un autre regard sur Schaerbeek" Visite alternative des quartiers immigrés. Rendez-vous : La Clé, chaussée de Haecht, 276. Réservations : tél : 02/245 98 50.

Charleroi

Vendredi 29 mars, 20 h

Ciné-Forum Sans-abris, au départ du film "Une époque formidable" de Gérard Jugnot. Avec Alain Sienart, "Compagnons du Partage" et Marie-Luce Goulart, Association AC (France). Débat animé par Jean-Pierre Hiernaux, sociologue. Cinéma "Le Parc", Charleroi. Org. : Groupe d'Action "Droit au logement pour tous".

Tubize

Judi 28 mars, 19 h

"Pour un combat commun en sidérurgie" Rencontre avec Roberto D'Orazio, FGFB Forges de Clabecq, un ouvrier de Cockerill Sambre, Dirk Goemaere, ex-délégué Sidmar, Marcel Staquet, pré-pensionné Boël, Johnny Coopmans, commission sidérurgie PTB. Centre Culturel, Théâtre Gymnase, entrée latérale, le Foyer, 124, bd Deryck.

Trooz

Dimanche 31 mars, 15h

Championnat d'Europe, de danse de licornes acrobatiques sur obstacles. Apothéose : l'épreuve mondiale qui opposera l'équipe de la Mante Belge à l'équipe nationale de Chine. Hall Omnisport de Trooz. Org : La Mante Belge.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 6 avril. Entrée libre. 12 - 18 h.

EXPOSITION DE PHOTOS DE
Mustapha ZOUBIR :
'Alger, la vie continue'
Eté 1995 en Algérie.

27 mars à 20 h. En français. 90 F.
Organisée par les EDITIONS EPO
et la LIBRAIRIE INTERNATIONALE
'Les liaisons dangereuses
d' Irma Laplasse...
et de la Flandre'
Johan ANTHIERENS
est interviewé par
Jean-Pierre DE STAERCKE, journaliste.

29 mars, à 20 h. En français. 90 F.
Apartheid et 'Bantoustans':
un modèle pour la Palestine?
Walid SALIM (FPLP)

30 mars, de 14 à 18 heures. 90 F.
'Le Rwanda,
d'où vient notre enfant'
Avec dias et vidéos.
Reportage d'Anita CAUTAERS,
collaboratrice au NCOS.
Atelier de percussions d'Emilien SANOU.

30 mars, à 18 h. Entrée libre
Apéritif poétique
Cycle urbain 2
Contrôle & X-dés
Françoise FRANC, Evelyne WILWERTH, Bila KWANDULA, Anne FIEVEZ, Michel JOIRET,
Adrian HUCHARD, José MOINAUT,
Bernard GODEFROID, Edith SOONCKINDT
& Irène DENEUVILLE.

2 avril, à 19 h. En français. 60 F.
LES PAGES NOIRES D'UN PARTI ROSE (1)
Les socialistes ont-ils jamais
été de 'vrais socialistes'?
Serge DERUETTE

CDU et SPD unis contre les Kurdes

Tous les partis bourgeois allemands utilisent l'interdiction du PKK pour démanteler les droits démocratiques à tous les niveaux. Après ce week-end, le parti social-chrétien allemand a plaidé pour des procédures judiciaires accélérées, la détention préventive obligatoire pendant la période de l'instruction, l'expulsion obligatoire d'étrangers qui

perturbent l'ordre public.

Le bureau du parti socialiste allemand, le SPD, veut lui aussi démanteler le droit d'asile et envoyer les réfugiés kurdes vers une mort certaine en Turquie : «Les auteurs d'actes de violence ont perdu leur permis de séjour. Ils faut les punir et les expulser.» (Frankfurter Allgemeine Zeitung, 19.3.96)

Privatiser l'école : Laurette sur les traces d'Hassan II

Interview de Mohammed, militant de l'Union Nationale des Etudiants Marocains

Onkelinx et Grafé trichent ! Ils prétendent innover mais ne font que copier les mesures de privatisation que... le roi Hassan II tente d'imposer aux unifs marocaines depuis quinze ans. Mais les étudiants ont réussi à l'arrêter. Interview de Mohammed, très actif dans les luttes des deux pays...

Pierre Isarra

Solidaire a publié, il y a deux semaines, une lettre d'un étudiant marocain emprisonné, Nouredine Jarir. Pourquoi a-t-il été arrêté ?

Mohammed. Son seul "crime" est d'avoir dirigé la lutte des étudiants marocains contre la privatisation de l'enseignement. Dans de nombreux pays du tiers monde, le FMI (Fonds Monétaire International) essaie d'imposer la privatisation des services publics. Dans l'enseignement marocain, le FMI exige depuis 1981 un minerval, des concours d'entrée, une diminution des bourses, l'interdiction de doubler plus d'une fois par cycle... Et cetera, car il y a 504 points dans la réforme du FMI !

Une des revendications du mouvement d'indépendance avait été un enseignement gratuit et accessible à tous. En théorie, l'enseignement est gratuit au Maroc. Mais en pratique, il n'y a pas assez d'écoles dans les campagnes et les bidonvilles. Et il faut payer les livres, sans aucune aide sociale. Donc, beaucoup de jeunes ne peuvent aller à l'école.

En Belgique aussi, on lutte contre un enseignement à deux vitesses. Le Maroc montre-t-il ce qui nous attend ?

Oui, "Uranium Nord Afrique", contrôlé par la couronne et des multinationales étrangères, a lancé une université d'élite. Pour y entrer, il faut payer deux cent mille francs par an. A la sortie, t'es sûr d'être engagé, mais c'est hors de prix pour le fils d'un ouvrier moyen qui gagne 4000 francs par mois !

L'enseignement est-il seul frappé par la privatisation ?

Mohammed. Non. Les soins de santé (où la structure syndicale n'est pas aussi forte que l'UNEM) les plus élémentaires sont devenus inaccessibles : il faut apporter soi-même le plâtre, les seringues, les pansements à l'hôpital ! Les gens n'ont plus les moyens d'aller chez le médecin. Alors, ils remettent leur sort à la fatalité. Cela favorise l'esprit obscurantiste grâce auquel les intégristes progressent.

Que revendiquez-vous ?

Mohammed. Nous nous battons contre les mesures du FMI, pour un enseignement gratuit et accessible à tous. Nous exigeons aussi l'instauration d'un dialogue, l'arrêt des détentions, la libération de nos camarades, la reconnaissance de l'UNEM. Mais nous pensons qu'il s'agit aussi d'un choix de société : l'enseignement doit être axé vers



L'Union Nationale des Etudiants du Maroc défend la revendication d'Objectif pour les droits égaux (photo : manif 1995). «Seule cette revendication donne aux immigrés les droits politiques indispensables pour agir», estime Mohammed.

les besoins du pays et non ceux des multinationales.

Nous soutenons aussi tous les mouvements étrangers qui luttent pour la paix et le développement des peuples. En particulier le mouvement enseignant belge. En Belgique et au Maroc, les mêmes mesures de privatisation constituent la même attaque du grand capital.

Vous avez soutenu la manifestation d'Objectif pour les droits égaux. Pourquoi est-ce impor-

tant ?

Mohammed. Parce que seule cette revendication donne aux immigrés les droits politiques indispensables pour agir. Les étudiants étrangers doivent avoir les mêmes droits que les Belges : accès aux logements universitaires, services sociaux, même minerval... Les projets du ministre Vande Lanotte, chassant les étudiants étrangers des écoles belges, créent un climat favorisant la montée du fascisme. Les droits égaux coupent l'herbe sous le pied des racistes.

Ici, on parle beaucoup des intégristes. Mais c'est le FMI et le démantèlement des acquis sociaux qui jettent les gens dans les bras des intégristes marocains ! Et ces intégristes jouent le même rôle que vos fascistes d'ici : casser les mouvements populaires par leur antisindicalisme, leur répression brutale. Chez nous, ils interviennent sur les campus pour semer la terreur, pendant que les flics encerclent l'unif. Les fascistes tabassent les progressistes, puis les livrent à la police.

Un marché entre Grafé et les étudiants ?

Sans refinancement, pas moyen de sortir de l'impasse

André Marin

La Fédération des Etudiants Francophones (FEF) propose un marché au gouvernement de la Communauté française.

«On rentre dans les classes si le gouvernement s'engage à maintenir le volume global de l'emploi par rapport au nombre d'étudiants, dans tout l'enseignement.» (1). Parallèlement, la FEF a déposé 40 propositions pour l'enseignement supérieur, base de négociation si le gouvernement accepte le "deal". Démarche risquée, qui relègue le refinancement au second plan.

«Parmi les propositions que nous avançons, il n'y a pas une ligne sur le refinancement. ce qui ne signifie pas que nous abandonnons cette revendication», déclare Bucella, président de la FEF. (1) Le but est de «placer le débat pédagogique avant le débat financier» afin d'entrer en négociation «sur une

base constructive». Confrontée à l'entêtement du gouvernement, la FEF cherche à négocier. Mais sans obtenir le refinancement, comment mettre fin à «la crise de l'enseignement» ?

La situation est bloquée parce que l'enseignement manque de moyens. La seule revendication constructive qui permettrait de sortir l'enseignement de l'impasse du démantèlement, c'est le refinancement.

Aucune des revendications qualitatives de la FEF ne pourra être rencontrée sans moyens supplémentaires. La FEF propose par exemple «d'atteindre, en 2001, 80 % de diplômés de l'enseignement supérieur pour une même classe d'âge» (1). Comment y parvenir sans injecter dans tout l'enseignement des sommes considérables ? En «faisant passer le pédagogique avant le budgétaire», la FEF risque de tomber dans le

piège qu'Onkelinx tente d'imposer aux profs : détourner le mouvement de ses revendications centrales — le maintien de l'emploi et le refinancement — par un projet pédagogique.

Libre accès et droit de grève bafoués

Parmi les 40 propositions de la FEF, 34 ne sont pas rencontrées par le gouvernement. Le libre accès (axe 2, propositions 4 à 10) est même directement touché par les mesures prises cette année : refus d'inscription dans les Hautes Ecoles pour les étudiants en situation d'échec répété et fermeture complète de l'enseignement supérieur aux étudiants du tiers monde. Il ne s'agit donc pas de «négocier» le libre accès avec le gouvernement, mais bien de lui imposer le retrait de ces mesures.

La FEF défend le droit de grève pour les étudiants du supérieur et du secondaire (proposition 35). Une revendication importante : trois étudiants de l'Institut Defré (supérieur) de Bruxelles ont été exclus parce qu'ils avaient dépassé leur quota de 60 demi-jours d'absence autorisés (2). C'est maintenant que le droit de grève est bafoué. C'est maintenant qu'il s'agit de le défendre.

Pour appuyer ses revendications, la FEF peut aujourd'hui compter sur la mobilisation étudiante. Jeudi dernier, 70 % des écoles étaient encore en grève, à Mons, Liège, Namur, Bruxelles... A l'ULB, la mobilisation étudiante était plus importante que lors des grèves précédentes. Même les universitaires se sentent menacés et appréhendent les possibilités qu'offre le mouvement dans le secondaire. Si ce rapport de force permet de faire sauter les suppressions d'emplois,

ce serait un tremplin pour aller plus loin, pour faire sauter le numerus clausus en médecine, garantir le libre accès pour les étudiants étrangers et arracher le refinancement.

Une victoire en appelle une autre. Grafé ne respectera pas une "trêve" si les étudiants ne sont pas mobilisés pour l'y forcer. L'expérience du décret Hautes Ecoles le prouve. Alors que les étudiants avaient regagné les bancs de l'école après la lutte contre le plan Lebrun, le gouvernement a bloqué l'encadrement et ne cesse depuis lors d'imposer des restrictions. Nous connaissons les projets de ce gouvernement. La FEF ne le convaincra pas en négociant. Elle lui imposera ses vues en s'appuyant sur la mobilisation étudiante.

1. Le Soir, 19 mars 1996. 2. Le Soir, 21 mars 1996.

«La police m'a accusé de choses que je n'ai pas faites»

Arrêté à la manifestation du 28 février, le jeune Danilo témoigne

A nouveau, les flics ont sorti la matraque à la manif de Bruxelles, le 21 mars. Un prof a été transporté à l'hôpital. Les syndicats parlent de véritable passage à tabac. Mais qu'advient-il de ces gens arrêtés lors des manifs ?

Raoul, Marianne

Danilo a 22 ans. Il était venu à la manifestation nationale du 28 février avec son école. Que s'est-il passé ?

Danilo explique : «Je suis parti de l'école avec une quinzaine d'étudiants. On s'est arrêté devant le siège du PS. Car ils sont au centre des magouilles. Onkelinx est au PS et c'est le PS qui a le pouvoir. On chantait "Le PS défend l'école des riches" et "moins de flics, plus de fric", en attendant les autres. Quand la foule est arrivée, il y a eu des jets d'oeufs, des feux ont été allumés. Des professeurs ont arraché les barrières qui les empêchaient de rentrer.

C'est alors que les flics ont chargé. Il y a eu trois charges. On était encerclés par des flics en civil, on les reconnaît à leur petite oreillette. Ils nous ont attrapés. Mon copain a reçu des coups de matraque dans le dos. Des manifestants ont essayé de s'interposer. J'ai été embarqué avec dix autres personnes. Au commissariat, on nous a mis chacun dans des cellules. Les flics sont venus me chercher pour un interrogatoire ainsi que mon copain, alors qu'ils relâchaient les autres. Ils m'ont accusé de tas de trucs : d'avoir brisé des clôtures, d'avoir incité des jeunes immigrés à l'émeute, à la rébellion et même d'avoir utilisé une bombe flash ! J'ai tout nié en bloc. Je n'avais rien fait. Ils ont voulu me confronter aux deux flics qui témoignent contre moi. Finalement, ils ont abandonné cette solution, mais ils m'ont mis au trou. Je suis resté de 22h30 à 9h30 du matin. Ma couverture puait. Il n'y avait pas de chasse aux toilettes. Cela sentait mauvais. Il faisait super-chaud, alors l'odeur...

A 9h30, ils m'ont emmené au palais de Justice menottes aux poings. J'ai dû enlever veste, lacets, ceinture. J'avais l'impression d'être un criminel. Je suis resté là jusque 14h. Puis, je suis passé chez le procureur. Obligé de répéter tout ce que j'avais déjà dit. Je dois comparaître au tribunal correctionnel bientôt. Normalement, cela dure des mois. Maintenant, tout sera fait en trois semaines. Je ne comprends pas. On m'accuse de choses que je n'ai pas faites. Ce que déclarent les policiers est inexact. Je n'ai jamais incité personne à l'émeute. Dans une manifestation, chacun agit comme il l'entend et il n'est vraiment pas nécessaire d'inciter à l'émeute».

La violence exprime la colère de ceux qui ne sont pas entendus

Ceci montre à quoi sert le racisme. La justice rapide a été inventée contre les jeunes immigrés après les émeutes de Molenbeek. Aujourd'hui, elle est utilisée contre les jeunes manifestants. Les flics n'arrêtent pas tel ou tel jeune pour tel ou tel acte. Ils le font aveuglément, pour casser le mouvement, faire peur. Ce qui est arrivé à Danilo et bien d'autres. Interrogatoire, procès, intimidations... Il ne faut pas se laisser faire. Il faut exiger que toutes ces poursuites soient immédiatement retirées. C'est ce qu'exige le Comité de la Trémie. Une pétition a été lancée suite aux actes de violence des gendarmes le 28 novembre à Liège.

D'un côté, la violence policière inouïe à l'égard des étudiants et des profs à Bruxelles montre que le gouvernement a peur. Raison de



Un jeune arrêté à Liège le 28 novembre dernier. La police n'arrête pas pour des faits précis mais pour casser la lutte.

plus pour continuer la lutte jusqu'au bout, jusqu'au retrait des décrets, jusqu'au refinancement ! D'un autre côté, on peut très bien comprendre qu'il y ait de la "violence" de la part des manifestants. Cela fait des mois qu'ils sont dans la rue, dans l'espoir que notre soi-disant démocratie va les entendre. Pourtant, "que dalle", "niet", rien du tout. Alors que voulez-vous qu'ils fassent ? Comment ne pas comprendre la colère des gens face à ce mur, face à ces matraques, face à cette politique d'austérité ?

"Une seule solution, la révolution !", entend-on dans les manifestations. Ce n'est pas étonnant parce que, pour de plus en plus de gens, il n'y a plus de futur dans cette société, ni pour l'enseignement, ni pour l'emploi... Il est temps aujourd'hui de se battre pour une autre société, où la logique des riches n'est plus à l'ordre du jour, mais la vôtre, vous, étudiants, professeurs, chômeurs, travailleurs, pensionnés. Une société que vous construirez, pour votre avenir, une société socialiste.

Victime de la répression policière ? Vous voulez soutenir ceux qui le sont ?

Contactez le Comité de la Trémie : 041/64. 73. 33.



Au 1er Mai du PTB

"Les jeunes, cibles de la répression policière", débat avec témoignages (Paris, Lyon, Lille, Londres, Bruxelles, Liège, Charleroi, Anvers). A 14 heures.

"J'ai arrêté de fumer des joints"

Rebelle donne une autre vision de la drogue

Joachim

J'ai quinze ans. Il y a huit mois, je croyais que fumer était un acte grave, que l'on sombrerait directement dans la toxicomanie, que toutes nos valeurs morales disparaissaient... Il faut voir que, dès que j'ai su ce qu'était un joint, on m'a bassiné toutes les conneries habituelles.

Arrivé dans ma nouvelle école où je ne connaissais pratiquement personne, j'ai très rapidement changé mon idée sur la chose. On y fumait un pétard comme ma mère

boit un verre de pinard. C'étaient des gens nouveaux avec des habitudes nouvelles et j'étais bien décidé à m'initier aux coutumes locales... N'étant pas d'une nature particulièrement raisonnable, en deux mois j'étais pété à tous les cours, dès le début de l'après-midi et régulièrement jusqu'aux dernières heures. C'est à cette époque que j'ai rencontré Rebelle. Je continuais à fumer, mais mon intérêt pour les jeunes du PTB grandissait. Tout se déroulait bien. Je commençais à dépenser du fric, mais raisonnablement. Je me suis déci-

dé, après quelques barrettes, à me renseigner sur "l'historique" des drogues douces et à savoir où allait mon pognon.

Rebelle m'a donné tous les renseignements que je voulais. L'argent récolté avec l'herbe et le "shit" vont souvent dans des poches d'exploiteurs du tiers-monde, à la mafia... De plus, cela arrange bien le patronat de voir la jeunesse s'abrutir sur un joint au lieu de se rendre compte de la merde dans laquelle il nous enfonce.

C'est pour cette raison que j'ai

Journée sur la drogue au camp Rebelle

C'est la crise. Mais s'il y a quelque chose qui rapporte à coup sûr, ce sont les drogues. Une fois que vous êtes "accro", il faut acheter et encore acheter. C'est du bénéfice assuré en période de crise : le chiffre d'affaires annuel de la drogue est de 500 milliards de dollars.

Rebelle vous expose son point de vue. Mais nous invitons aus-

si des gens de Colombie, du Pérou, du pays de la coca. Nous vous montrons des images vidéos surprenantes et nous vous racontons l'expérience de la CIA en matière de drogue...

Intéressé? Venez au camp de Rebelle, du 6 au 13 avril. Inscrivez-vous vite ! Infos : Rebelle, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02 / 513. 10. 95.

arrêté de fumer, je sais pas si je n'y retoucherai plus jamais mais, en

tout cas, mon point de vue a drôlement changé.

Que représente le PTB pour les ouvriers de Velda ?

Jetés à la poubelle par le capitalisme, mais pas dans celle de l'histoire

L'été dernier, on annonçait la fermeture de l'usine de meubles Velda (Limbourg). Le PTB n'y était pas actif. Cinq mois et une occupation plus tard, les quelques 70 travailleurs licenciés exigeaient que soit saisie la fortune personnelle de leur ex-patron, Depuydt. Une évolution significative.

Gilbert Schrijvers

Nous avons fait connaissance des travailleurs de Velda l'été dernier à l'ombre de leur camion de grève. Des hommes et des femmes magnifiques. Des grévistes actifs. Malgré leur peu d'expérience — la dernière grève dans l'usine remontait à 25 ans —, ils avaient une détermination à toute épreuve. Ils ont maintenu leurs piquets durant toute la période des vacances avec la ferme volonté de s'opposer à un patron qui avait mis l'entreprise en liquidation sans se soucier du sort de ces travailleurs condamnés au chômage.

Dans ses tracts, le PTB a expliqué que le patron Depuydt n'était pas une exception : il représentait le modèle des capitalistes qui reprennent et revendent des entreprises en difficulté. Avec le profit comme seul objectif. Les nombreux sacrifices des travailleurs, qui y laissent leur emploi et leur salaire, n'y changent rien.

Ecouter les problèmes, chercher des solutions

Un groupe de militants du PTB s'est rendu au piquet, muni de bics et de carnets de notes. Interrogeant les grévistes, écoutant leurs récits émouvants, ils ont traduit leur combat, leur colère et leur détermination dans Solidaire. «Ce journal parle au moins de nos problèmes», affirmaient les ouvriers. «Les autres journaux laissent surtout la parole à Depuydt».

Nous ne nous sommes pas limités à écouter. Par ses tracts, le PTB leur a également présenté des analyses et formulé des propositions d'action. Il a répondu à chaque attaque contre les grévistes lancée par Depuydt dans les journaux. Il a montré à quel point le patronat belge craignait la résistance et la détermination des travailleurs. Cela a renforcé la lutte. Une confiance et une amitié s'est ainsi établie entre les grévistes, leurs délégués et le PTB. Les travailleurs ont rapidement vu que celui-ci était la seule force politique qui les soutenait et les organisait.

A la base du comité d'action...

La faillite a quand même été prononcée, l'occupation arrêtée et les militants PTB ont perdu de vue les travailleurs licenciés. Nous ne les avions plus revus. Mais, un mois plus tard, un des dépôts de Depuydt a été curieusement incendié. Il a encore empêché la prime

d'assurance. La haine contre le patron, "manager de l'année" en 1989 (mais si !), s'est ravivée chez les ouvriers. Mais aussi le découragement. Comment pouvaient-ils encore réagir, alors qu'ils n'étaient plus ensemble dans l'usine ?

Les militants du PTB ont visité tous ceux qui avaient souscrit un abonnement à l'essai à Solidaire durant l'occupation. Ils ont proposé que les syndicalistes et grévistes actifs créent un comité d'action, avec la participation d'un ancien mineur, qui avait dirigé la grève des mines. Grâce à cela, ils ont tiré les leçons d'une des plus importantes expériences de lutte dans le pays. Les mineurs s'étaient battus des mois contre toute perte d'emploi. Maintenir leur emploi était précisément ce qui préoccupait le plus les travailleurs de Velda. Presque tous ont également rempli le Référendum des Travailleurs organisé par le PTB. Ces ouvriers comprennent mieux que quiconque la justesse des revendications posées par ce référendum : faire payer les riches pour l'emploi et la Sécurité sociale.

...et aussi de la revendication de saisir la fortune personnelle de Depuydt

Le comité a organisé une réunion du personnel. Il y avait 160 personnes. Les participants s'écrièrent : «Nous n'aurions pas dû arrêter l'occupation au moment de la faillite ! Nous ne pouvons laisser Depuydt à l'abri. Il a empoché 176 millions de subsides de l'Etat, sans contrepartie. Il a reçu 20 millions via le fonds européen pour lancer une usine concurrente en Pologne. Nous exigeons que le gouvernement saisisse sa fortune personnelle. Cela permettrait de payer toutes les sommes dues suite aux obligations qu'il n'a pas remplies et de créer de nouveaux emplois dans la région». Cette préoccupation pour l'emploi dans la région touchait encore plus fortement les gens que leurs propres intérêts. Les arguments avancés par le PTB ces derniers mois y étaient certainement pour quelque chose. D'un seul coup, trois actions de protestation ont été décidées.

Ne pas céder d'un pouce devant un patron qui voulait filer en douce, avec l'argent de la liquidation, c'est ce qui a motivé la reprise des actions. Celle du 10 janvier a réuni plus de soixante porte-parole. Certains s'étaient emballés dans des sacs poubelles pour bien



Janvier, les travailleurs licenciés de Velda se rendent chez le gouverneur de la province. Ne pas céder d'un pouce devant le patron qui veut filer en douce, avec l'argent de la liquidation, voilà ce qui a motivé la reprise des actions. Des gens aussi convaincus ont leur place au PTB.

exprimer que les politiciens les jetaient comme des déchets.

De tels ouvriers ont leur place au sein du PTB

Des gens si actifs, avec une telle conviction, ont leur place au PTB ! Trente-huit d'entre eux ont reçu le dépliant "Rejoignez le PTB" et une invitation à un cycle de rencontre avec le parti. Certains se sont inscrits sur place et nous nous sommes rendus chez eux pour convenir d'une date. Une première soirée a été consacrée à tout ce qu'ils voulaient savoir sur le PTB. Nous avons également parlé des actions futures et de leurs problèmes...

«Tous ces efforts nous mèneront-ils à quelque chose ?», demanda quelqu'un. «On ne parvient plus à rassembler la grande masse», «Tout le monde nous laisse tomber». Face à cela, le PTB a répondu : «Votre occupation était la réponse correcte à un patron recourant à la délocalisation. Votre revendication d'effectuer une saisie sur la fortune du patron était également correcte. Il arrive rarement que des ouvriers lancent

encore autant d'actions et avec autant de monde après la fermeture de leur entreprise. A présent, il faut demander la solidarité d'autres usines et organiser la solidarité avec les ouvriers d'entreprises où on licencie et où on ferme. Les semaines et les mois à venir, Bruxelles va retentir des

luttés contre les mesures du gouvernement et du patronat. Avec des calicots et en expliquant leur combat, les travailleurs de Velda peuvent mettre leur expérience au service des combats futurs. Collaborer avec le PTB est une garantie pour ne pas être jeté dans les poubelles de l'histoire».

BSR, l'hôte indésirable

«Bonjour, je voudrais m'inscrire pour le cycle de rencontre du PTB». Quelle ne fut pas notre surprise, lorsque nous nous sommes aperçus qu'il s'agissait d'un membre de la BSR.

«Oui», expliqua l'intéressé, «nous sommes la nouvelle BSR chargée de l'évolution de l'entreprise». Aux grévistes, il leur a affirmé qu'ils pouvaient faire appel à lui pour toute autorisation de manifester. Ainsi, il tentait de gagner leur confiance. Chaque gréviste doit écarter sans hésiter de telles manœuvres. La BSR n'est rien d'autre que le service de renseignements de la gendarmerie. Sa présence aux piquets répond à cette mission d'information au

service de patrons comme Depuydt. Grâce à ce boulot d'indicateurs, l'ordinateur de la gendarmerie se remplit de renseignements qui seront ensuite utilisées contre les grévistes.

Fin février, le Setca de Bruxelles a dévoilé l'existence de fiches d'information de la gendarmerie détenait sur les syndicalistes et sur les "éléments suspects ou les meneurs" dans chaque entreprise. Ces documents leur permettent, en cas de conflit social aigu, d'intervenir rapidement contre les grévistes, les manifestants, les occupants d'entreprise. La gendarmerie a confirmé l'existence de ces fiches.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

SNCB : TGV d'abord, navetteurs tant pis !

22 h15, gare du Midi à Bruxelles. Je me dépêche pour attraper le train de 22 h18 en direction de Hasselt, Liège et Maestricht. Ouf, de justesse ! Je pourrais aussi prendre le 22 h50, mais alors plus de bus à Liège pour rentrer chez moi à Seraing. Et j'ai pas les moyens de me payer un taxi : 650 F (tarif de nuit), ça m'est déjà arrivé.

Me voilà installée, essoufflée, et j'entends le haut-parleur : «Mesdames et Messieurs, afin d'assurer la correspondance avec le train TGV Eurostar en provenance de Londres, le train partira avec un retard de 30 minutes». «Mais qu'il explose une fois ce TGV de m...» s'écrie un voyageur. C'est un postier de Bruxelles X. Sa journée terminée, il rentre à Waremme. Ses collègues (destination Landen ou Ans), râlent aussi. Pas le choix, il faut attendre. Moi, j'ai compris, j'ai raté mon bus, faudra que je me débrouille.

La conversation s'engage. «C'est pas la première fois. Le TGV impose l'horaire des autres trains. On voit bien que la SNCB veut servir : les hommes d'affaires fréquentant les lignes internationales. Le pauvre travailleur navetteur, on s'en fout. J'ai fait ma journée moi, je suis crevé, je veux rentrer à la maison.» «L'autre jour, on nous a fait attendre presque une heure pour deux types qui sont montés dans le train avec leur petite malette. Ils valent plus que les dizaines de postiers qui prennent ce train tous les jours.»

Comme on a le temps, on va se promener du côté "de luxe" de la gare du Midi, où doit arriver

l'Eurostar. Les gens qui en descendent ont plutôt l'air chic et select. Et ils peuvent se dire que la SNCB est quand même formidable d'avoir fait attendre la correspondance...

Monsieur Daerden, ministre "socialiste" d'une SNCB en voie de privatisation, préfère donc satisfaire la clientèle Eurostar plutôt que les navetteurs. "Liège, ton avenir passe par le TGV". Aujourd'hui, j'ai fait l'expérience de ce que ce slogan veut vraiment dire pour les travailleurs !

**Alice Bernard
Seraing**

Télévie

Avez-vous vu les gens si "sympathiques" du programme Télévie (RTL-TV1) ? Ne trouvez-vous pas que ce n'est pas à ces personnes-là de vider leur portefeuille pour la recherche scientifique ? Les milliards que le gouvernement dépense pour l'armement ne seraient-ils pas les bienvenus pour cette recherche scientifique ?

J'ai regardé à la TV le programme sur RTL, j'ai été étonné par le public : la majorité des chanteurs étaient de type africain et tous les gens présents avaient l'air satisfait. S'il est vrai que beaucoup de Belges sont racistes, pourquoi vont-ils voir ces artistes "formidables" ? J'espère que la moitié de ces personnes sera présente à la manif du 24 mars à Bruxelles contre le racisme.

**Stéphane D.
Nivelles**

Lettre ouverte à la délégation FGTB-Clabecq

Camarades, votre bataille pour l'emploi et les outils est la même que celle que nous avons vécue au T. 900 de Charleroi en 1982. Je pense que vous risquez de faire, hélas, les mêmes erreurs que

nous avons commises à l'époque. Par exemple, combien de fois, à l'époque, avons-nous été demander aux politiques (PS) de nous aider pour le maintien du T. 900 ? Et le résultat est là : le T. 900 a été rasé. Combien d'autres cas n'avons-nous pas connu ? Et, malheureusement, vous avez encore confiance en la Région wallonne et le PS.

A l'époque, nous n'avions pas de front commun et cela a été notre première défaite. Vous faites la même erreur que nous, vous rejetez 30 % des travailleurs, c'est avec un front commun dur et fort, une unité des travailleurs et une unité des délégations, que vous pourriez gagner. Je pense que ce serait utile pour vous d'étudier le dossier Delacre. Et; pour ceux qui le connaissent, de demander à Jan Cap (ex-délégué CSC de Boel-Tamise) l'expérience de leurs batailles. Mais surtout de leurs victoires, parce que à Boel-Tamise, il y avait un front commun solide.

Je ne veux pas vous faire la morale. Moi-même, j'ai beaucoup appris en lisant les textes suivants : premièrement, le dossier technique sidérurgie (1982) dans Concret (ancien nom du journal du PTB), numéros 10, 11 et 12; deuxièmement, encore dans Concret, 17 mars 1982, les pages 5 à 7 sur la sidérurgie de Charleroi.

Voilà, camarades, je voudrais encore vous dire : le scénario de Clabecq est le même que celui du T. 900 : "Tenir ce qui est rentable" et "Investissements = pertes d'emploi". Les accords de synergie avec l'Arbed ont condamné le T. 900. Si vous ne faites rien, vous subirez le même sort. Il faut s'unir pour aboutir !

**Willy Hanoulle
un sidérurgiste de Couillet**

En Afrique, j'ai vu le rôle de l'Occident

La politique à l'égard des demandeurs d'asile suscite beau-

coup de commentaires. Certains arguments sont basés sur des mensonges ou des demi-vérités. Je voudrais réagir au point de vue du lecteur Duquet publié dans le Standaard du 7 février. Monsieur Duquet est partisan d'une politique plus sévère, mais ses arguments ne correspondent pas à la réalité. Il affirme que «la misère africaine se constate également dans les pays dont les régimes n'ont aucun rapport avec l'Occident». A quels pays pense-t-il ? J'ai quant à moi visité dix pays africains et partout j'ai constaté que l'industrie et le commerce de l'Occident y sont bel et bien implantés, avec le soutien d'une petite élite locale. Nier l'influence néfaste de la politique occidentale en Afrique, c'est nier les faits. En 1993, les gouvernements africains ont payé au FMI neuf milliards de francs de plus qu'ils n'en ont reçus, signale un article de ce même journal. C'est donc l'Afrique qui aide le développement de l'Occident et non l'inverse. Selon Monsieur Duquet, Mobutu ne peut être présenté comme un vassal des Belges. Est-il aveugle sur les relations amicales (entendez lucratives) entre firme belges et responsables zairois ? Le commerce du diamant à Mbuyi-Mayi est contrôlé par la "Miba", du groupe belge Sibeka. Ils réalisent des bénéfices records. Dans le Kasaï occidental, les hommes d'affaires occidentaux vivent comme au paradis. La population zairoise vit dans la misère.

«L'intégration des réfugiés dans notre société sera difficile et suscitera des explosions sociales, elle nous cause déjà suffisamment de problèmes», affirme encore ce lecteur. En effet, il faudra un peu plus de bonne volonté de la part des politiciens pour donner aux réfugiés plus de chances de s'intégrer. Des personnes qui ont fui leur pays sont traitées chez nous comme des criminels. Les demandeurs d'asile sont confrontés à une procédure qui leur rend la vie difficile et a pour but d'aboutir le plus vite possible à la déportation. Ce que révèle le livre "Les chemins de l'exil" de Nadine

Buysse. Comment peut-on s'intégrer lorsqu'il faut vivre d'un "minimex" de 26.805 F pour deux personnes et qu'on n'a pas le droit de travailler ? Comment s'intégrer sous la menace d'un centre de transit 127 bis qui fait penser au camp de Breendonk ? Comment s'intégrer lorsqu'on est privé de papiers d'identité, de résidence fixe, du droit à l'assurance-maladie et à l'allocation familiale ?

Je suis moi-même parent adoptif d'une fille africaine illégale. Par expérience, je sais ce que cela représente : ne pas voyager, ne pas tomber malade, pas d'abonnement aux transports en commun, pas de carte pour la bibliothèque, et, surtout, toujours faire attention à la police. Donc... rester chez soi. Qui veut encore s'intégrer dans une société adoptant une telle attitude ?

**I. J.
Anvers**

Bayer : accident mortel

Accident mortel le 13 février dernier à Bayer Rubber (Anvers). La victime : un travailleur d'une firme sous-traitante venu évacuer une isolation en amiante. Il semble avoir chuté en grimant sur une installation haute de 12 mètres. Dans quelles circonstances ? On ne sait pas exactement. On ignore même depuis combien de temps il était mort quand on l'a trouvé.

C'est un scandale de laisser quelqu'un effectuer seul un travail si dangereux. Le Règlement Général de protection du Travail (Titre II / 1.9 art 54 ter) prescrit que les travaux comportant un danger de mort doivent être effectués à deux afin que quelqu'un puisse toujours donner l'alarme. Pour son personnel, Bayer prescrit des normes strictes mais pour les sous-traitants... La direction de Bayer a refusé de discuter le cas à son Comité Sécurité Hygiène.

**J. Bruynseels
Antwerpen**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondermaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Objectif US : balkaniser la Chine

Lettre d'un étudiant chinois d'origine taiwanaise

Yang Y Chang étudie les sciences appliquées à l'Université de Bruxelles. Ses parents, étudiants venus de Taiwan, retournèrent en Chine après mai 1968, en dépit de leurs origines bourgeoises et anticommunistes. Yang a visité à la fois Taiwan et la Chine populaire. Il a comparé. Son point de vue sur les récents événements...

Yang Y Chang

Je vous envoie des nouvelles alarmantes en provenance de Chine. Après avoir tenté d'infiltrer et de miner les institutions nationales, après avoir mené des campagnes mondiales contre le parti communiste chinois (PCC), les forces impérialistes s'apprêtent dès à présent à attaquer de front un des derniers grands bastions socialistes de la planète.

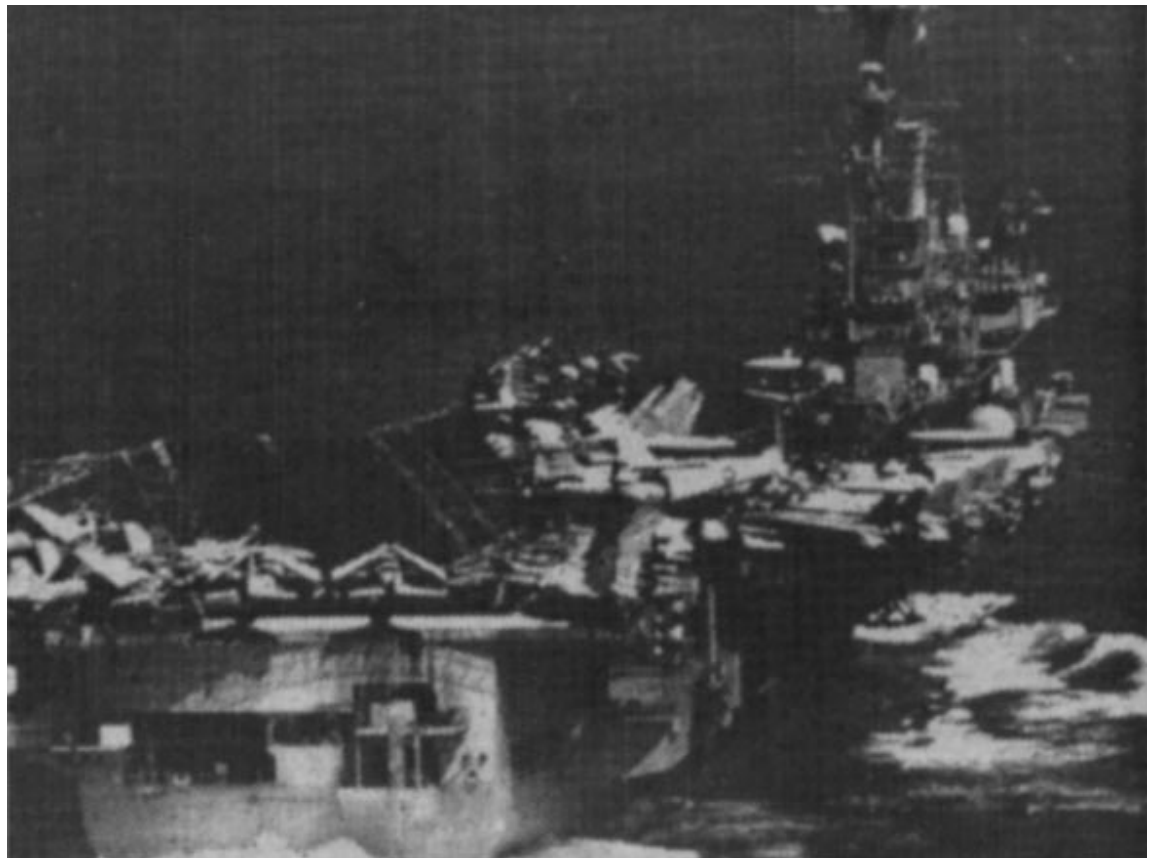
Après les événements de juin 1989 à Beijing, la Chine donne un premier coup d'arrêt à une tendance droitière au sein du PCC menée par Zhao Ziyang. Il s'ensuit des luttes intestines au comité central même et il apparaît un peu plus tard que le parti est sur la défensive.

En revanche, les impérialistes ne sont pas restés inactifs. Ces derniers mois surtout, les campagnes de propagande anticommuniste se succèdent : les orphelinats, le Tibet, le rapport d'Amnesty

International et, maintenant, l'hystérie à propos des manoeuvres militaires tout à fait légales de la république populaire de Chine dans le détroit de Taiwan. Où l'impérialisme veut-il en venir ?

La "question" de Taiwan

Taiwan est une île de 34.500 kilomètres carrés, peuplée de plus de vingt millions d'habitants. C'est le refuge que les Américains ont indiqué à Jiang Jieshi (Tchang Kaï-chek) en 1949 lors de sa défaite sur le continent face à l'Armée rouge. Pendant près de 22 ans, plus de la moitié du globe va reconnaître le gouvernement chinois "nationaliste" de Taiwan comme le pouvoir légitime représentant la Chine. Il faudra attendre 1971, date à laquelle l'assemblée générale de l'ONU reconnaît le gouvernement central en place à Beijing comme étant le pouvoir chinois réel ainsi que l'unité nationale chinoise. Ce qui signifie que Taiwan fait partie intégrante de la République Populaire de Chine. On notera le discours du représentant américain à l'ONU plaidant la cause des "nationalistes"... George Bush ! Une déclaration commune de la Chine et des Etats-Unis en 1979 stipule enfin que ceux-ci s'engagent à reconnaître que Taiwan appartient à la Chine et qu'ils ne s'opposent pas à une réunification à condition qu'elle ne soit pas réalisée par les armes. Or, les impérialistes n'ont jamais désarmé : Américains, Hollandais et Français ne se privent pas de vendre massivement des armes à Taiwan pour éviter qu'elle passe sous le contrôle de Beijing.



Porte-avions américain : la plus puissante flotte du monde menace la Chine.

Le soutien des Etats-Unis au mouvement indépendantiste

Depuis 1971, comme en Yougoslavie, les Américains jouent la carte des prétendues ethnies. Sur les vingt millions d'habitants à Taiwan, quatorze millions sont ce qu'on appelle les "autochtones" (en fait, des Chinois venus à Taiwan au XVIe siècle). On dénombre aussi six millions de Chinois venus après la défaite sur le continent, ainsi que quelques centaines de milliers de ceux qu'on appelle "les gens des Montagnes" (en fait, les vrais indigènes). Le pouvoir des Jiang (les descendants du généralissime Jiang Jieshi) est pourri et incapable, mais refuse toute idée d'indépendance, car la "constitution" exige la reconquête de la Chine continentale ! Faute de pouvoir compter sur un pouvoir vieillissant, la CIA finance alors le parti progressiste pour la démocratie (PPD), qui s'appuie

sur les 14 millions de Chinois "autochtones". Des agents de la CIA mènent depuis vingt ans une campagne pour l'indépendance de Taiwan. Le résultat est éloquent : le parti nationaliste (Kuomintang) est passé de 100% des suffrages en 1950 à 55% en 1990, au profit du PPD, qui obtient 30% en 1990.

Lee Teng-Hui, l'homme des Américains

Depuis l'ouverture du marché chinois, beaucoup de gros industriels de Taiwan ont investi des fortunes colossales sur le continent. Ces gros patrons sont conscients que, si l'île fait sécession, ces capitaux investis seront confisqués. Il s'ensuit donc une lutte à Taiwan même, entre des patrons aveuglés par l'esprit de lucre et des politiciens sans scrupules ! Ces patrons ont créé un autre parti, le "nouveau parti", qui prône une réunification à la sauce allemande.

La CIA prend peur et les Américains nomment un successeur à la présidence qui leur soit réellement dévoué : Lee Teng-Hui. Ce dinosaure est membre du parti nationaliste des partisans de Tchang Kaï-chek, mais veut récupérer le public du PPD en s'exprimant pour l'indépendance de Taiwan. En 1995, il réalise une formidable percée. Il se rend aux Etats-Unis et au Japon où il est reçu comme un vrai chef d'Etat. La réaction de Jiang Zemin, président de la Chine, ne se fait pas attendre : les anciens chefs de l'Armée populaire de libération, qui avaient mené la révolution de 1949 et la guerre de Corée et qui avaient été « mis à la retraite » après la chute de la "Bande des Quatre", sont rappelés et reprennent leurs anciennes fonctions. La région côtière, qui doit toujours faire face à la VIIe flotte américaine (la plus puissante au monde), est dirigée par ceux que les Occidentaux appellent "la tendance radicale et dure du PCC".



Yang Y Chang

Vers la guerre civile à Taiwan

La CIA veut provoquer une intervention américaine

Yang Y Chang

Taiwan est divisée en deux camps : pour ou contre l'indépendance.

A l'occasion du 50e anniversaire de l'ONU, les Etats-Unis, par l'intermédiaire de pays satellites (Gambie, Togo, etc.), évoquent pour la première fois depuis 1971, devant l'assemblée générale de l'ONU, l'indépendance de Taiwan. La CIA veut obtenir gain de cause avant 1997. Depuis

janvier, les plaidoyers pour l'indépendance de Taiwan ne se comptent plus dans la presse américaine. Il ne faut pas oublier que Taiwan est une des premières puissances mondiales en devises, la couverture-or de sa banque centrale s'élève à 88 milliards de dollars et se trouve dans un coffre géant... aux Etats-Unis. Le gouvernement américain s'est servi de cet argent pour couvrir l'Egypte (effacement de sa dette pendant la guerre du Golfe),

Israël et surtout à redresser la Banque du Mexique qui a failli s'effondrer. Les gros patrons, aussi bien américains que taiwanais, sont inquiets. On ne peut ni résoudre le problème de Taiwan, ni le suspendre...

Sans aucun doute, la crise économique mondiale n'a pas atteint la Chine continentale de "plein fouet", comme l'ont espéré les experts américains. Les Etats-Unis veulent briser le socialisme

mondial en passe de réapparaître dans un monde en crise. Il est clair que la CIA va tenter de provoquer une guerre civile à Taiwan même, afin de pouvoir intervenir comme en Yougoslavie.

Une intervention américaine provoquerait sans aucun doute une réaction de l'Armée populaire de libération (APL), qui doit protéger le territoire chinois contre toute violation. Si c'est le

cas, l'impérialisme rassemblera toutes ses forces, soit pour attaquer de front l'APL, soit pour arracher Taiwan à la Chine. Cela signifiera qu'ils recommencent le coup de 1842 : guerre de l'opium et début du dépeçage de la Chine.

Puissions-nous, par l'intermédiaire de la pensée marxiste-léniniste-maoïste, mener à bien la lutte pour le socialisme et promettre à nos enfants que demain sera un jour meilleur.

Refinancer ou capituler

Faire échec aux tentatives d'isoler les enseignants

La pression sur les enseignants s'accroît. Même dans les syndicats, leur mouvement est l'objet d'attaques. Josly Piette (CSC), J.Fostier (FGTB), José Damilot (CGSP) et Jean Gayetot (FGTB) notamment s'en sont pris "au corporatisme" des enseignants.

Georges Moreau

Josly Piette a qualifié la lutte des professeurs de "corporatiste". Ensuite, sont venues les attaques de Jacques Fostier, qui refuse de «prendre l'argent au niveau fédéral, dans la Sécu, ou au niveau régional, dans la politique du logement, dans le budget des CPAS ou dans celui des aides à l'investissement». D'où vient cet acharnement contre une lutte exemplaire pour l'emploi et la démocratisation de l'enseignement ?

«Les Flamands voudront la scission de la Sécu»

En fait, ces dirigeants se laissent abuser par ceux qui, surtout au PS, agitent l'épouvantail : «Les Flamands réclameront la scission de la Sécu». Primo, l'enseignement flamand lui aussi a besoin d'argent. Secundo, l'exemple de la SNCB montre combien cet argument est fallacieux. Les partis qui l'utilisent aujourd'hui pour s'opposer au refinancement de l'enseignement sont les mêmes qui ont imposé l'austérité à la SNCB. Pourtant, la SNCB est une entreprise publique nationale et il n'était donc pas question d'une quelconque menace de scission de la Sécu. Trois, qui croit qu'on évitera la bataille de la Sécu en capitulant dans celle du refinancement de l'enseignement ? Les travailleurs flamands n'ont rien à gagner à une scission de la Sécurité sociale. C'est toute la bourgeoisie belge — flamande et francophone — qui pousse à démanteler la Sécu. Une partie (essentiellement flamande) de cette bourgeoisie estime que le meilleur moyen d'y parvenir est la scission. Défendre la Sécu sera de toute façon nécessaire. Par une lutte commune des travailleurs flamands, wallons et bruxellois. Pas en sacrifiant l'enseignement.

Une lutte au profit de tous les travailleurs

Les enseignants sont le fer de lance d'une lutte qui concerne tous les travailleurs de ce pays : mettre fin à quinze années de politique budgétaire au profit des riches et la remplacer par une politique où les richesses de la nation soient — enfin ! — mises au service de ceux qui les produisent. Aujourd'hui,

les professeurs sont probablement les premiers à poser ce débat aussi clairement et aussi fortement. Cela est déjà, en soi, un acquis fantastique de cette grève. «Il faut sortir de l'impasse», disent certains. Mais qui est dans l'impasse ? Pas les profs, mais le gouvernement ! PS, PSC et PRL ont conclu la Sainte alliance parce qu'ils sont terrorisés : ils savent que le mouvement est fort; que ses revendications sont radicales; qu'il suffirait de peu pour qu'il s'étende à d'autres secteurs. Voilà pourquoi ils veulent le briser au plus vite.

La résistance d'une catégorie importante de travailleurs au démantèlement social, constitue réellement une entrave pour les patrons et les gouvernements. L'hebdo *Knack* écrivait le 20 mars : «Les troubles qui agitent la Communauté française en matière d'enseignement, ont pour conséquence que le Parti socialiste ne dispose que de peu de marge de manoeuvre. Certainement pas assez pour une réforme de la Sécurité sociale et un éventuel démantèlement de l'index.» (1) En clair : (entre autres) grâce à la lutte des enseignants francophones, Dehaene ne peut pas aller plus vite dans ses attaques contre les salaires et la Sécu !

Voilà pourquoi tous les responsables de la FGTB et de la CSC, flamands et francophones, devraient soutenir les revendications des enseignants et les porter au niveau fédéral. Ils doivent suivre l'exemple de la CSC du Brabant wallon ou de la FGTB de Bruxelles, qui ont voté des motions en ce sens.

Le projet Miller : danger mortel

Cette semaine, les militants de la CEMNL sont appelés à se prononcer sur les propositions de leur président, Willem Miller. Faut-il accepter de perdre une partie de son salaire, afin de «sauver des emplois» ? Willy Thys et François Cammarata, de la CSC wallonne, félicitent Miller pour son plan «courageux» et «nécessaire». Pourtant, la réponse des enseignants devra être un NON catégorique à ce plan. Le principe même d'échanger des salaires contre des emplois est inadmissible. Dans tous les secteurs et dans tous les pays du monde, le patronat agit le chantage à l'emploi pour faire accepter la compression des



Le PSC et le PS essaient d'isoler les enseignants en les traitant de corporatistes.

salaires et des protections sociales. Chaque fois que les travailleurs d'une entreprise, d'un secteur, d'un pays cèdent dans ce débat, la pression grandit sur tous les autres travailleurs. Le devoir de tous est de résister absolument à ce chantage, sous peine de se voir entraîné dans un "effet boule de neige" qui risque de broyer tous les acquis sociaux ou salariaux des travailleurs. Par exemple, ouvrir la porte du saut d'index pour "sauver des emplois", constitue de la part d'une organisation syndicale un précédent terriblement dangereux. Si les profs acceptent cela, on verra demain les patrons et tous les gouvernements exiger la même chose des autres travailleurs.

Les propositions Miller ne sont pas à la hauteur de l'enjeu de la grève. Le décret Onkelinx n'est qu'une étape dans une incroyable succession de trains d'austérité imposés par le carcan budgétaire de la

communautarisation. La revendication n°1 des profs est de plus en plus : RE-FI-NAN-CE-MENT. Sans refinancement, il est illusoire de prétendre sauver des emplois, car ceux qui ne tomberont pas tout de suite tomberont plus tard. Onkelinx a été très claire. Elle accepte de négocier le projet Miller après le vote de son décret. Le saut d'index servirait au mieux à étaler les pertes d'emploi dans le temps. Si on renonce à la lutte pour le refinancement il ne reste plus qu'à gérer la misère au lieu de la combattre; à prêcher la solidarité entre les démunis au lieu de contraindre les nantis, à une solidarité "verticale".

Un programme qui unit

Pour sauver les acquis démocratiques de l'enseignement, mais

aussi la Sécu et l'ensemble des services publics, il faudra aller chercher les moyens dans les revenus des riches. A cette fin, il faut s'inspirer du programme exemplaire de la CGSP-enseignement :

- Réduction des intérêts sur la dette publique, à charge des banques.
 - Impôt annuel de 1 % sur les patrimoines de plus de 15 millions.
 - Impôt exceptionnel sur la fortune (proposition Franck).
 - Lutte contre la fraude, l'évasion, la sous-évaluation et l'ingénierie fiscales.
 - Relèvement de l'impôt effectif des sociétés de 20 % à 40 %
- L'ensemble de ce programme rapporterait plusieurs centaines de milliards par an. C'est pourquoi le refinancement de l'enseignement, de la Sécu et des services publics ne font qu'une seule et même lutte.

Soutien interprofessionnel aux enseignants

«La question du refinancement de la Communauté française est pertinente au vu non seulement des aspirations syndicales des enseignants, mais également au vu de celles des autres secteurs. Elle ne justifie pas pour autant de casser un mouvement social... Ne serait-ce qu'à Nivelles que le Comité fédéral apporte son soutien (aux enseignants)? Ne serait-ce qu'à Nivelles que l'on appelle les

militants de tous les secteurs à manifester à leurs côtés ?» C'est de cette façon que INFO-CSC du 22 mars résume la colère des militants de la CSC du Brabant Wallon suite aux déclarations inacceptables de Josly Piette. La CGSP-enseignement s'indigne elle, des déclarations de Jacques Fostier : «Où compte-t-il envoyer ces 3.500 jeunes enseignants... qui vont allonger les files du chômage ? Les condamne-t-il tous

allègrement à la désespérance ? Alors que dans le même temps, les milliards versés par la Région wallonne au patronat en terme d'aides et de soutien aux entreprises échappent à tout contrôle et sont parfois versés à fonds perdus ? ...En quoi ceci peut-il être soutenu — malgré l'avis des travailleurs — par le Secrétaire général de la FGTB wallonne ? Qu'il nous consulte d'abord !»

Écolo, enfin une alternative ?

L'école en vert, aux frais des enseignants, des étudiants et de la Sécurité sociale

De plus en plus de jeunes et d'enseignants se détournent du PS et du PSC. Écolo se profile comme une alternative de gauche. Mais Écolo constitue-t-il une rupture avec le gouvernement ? Nous avons analysé leurs pistes concrètes de refinancement de la Communauté française (1)

André Marin

Écolo affirme ne fléchir devant "aucun tabou" pour trouver de l'argent pour l'enseignement. Cependant, pas question de remettre en cause la communautarisation de l'enseignement. Pourtant la loi de financement des communautés et des régions de 1989 a préparé une diminution de plus de 25 % en dix ans (en pourcentage du PNB) de la dotation publique fédérale à l'enseignement des communautés. (2). Il est urgent de refédéraliser l'enseignement et de forcer le gouvernement fédéral à puiser l'argent dans les caisses des banques, entreprises et grosses fortunes. La grève formidable des enseignants et des étudiants, si elle prenait cette orientation, le permettrait. Mais jugeant irréaliste une modification de la loi de financement, Écolo préfère « consacrer son temps à d'autres pistes » (3), donc des mesures d'économies.

Écolo déclare s'opposer à la suppression des 2.800 postes dans le secondaire. Mais toute la logique de son discours ne diffère

pas de celle d'Onkelinx.

Faire payer les enseignants !

Réforme des congés de maladie.

Avant cette réforme, les profs avaient droit à 30 jours par an. S'ils ne les utilisaient pas, ils pouvaient les cumuler, former une réserve. Onkelinx a supprimé cette possibilité. Si un prof dépasse les 30 jours, on diminue son salaire. Écolo est contre mais parce que le gouvernement s'attaque aux seuls enseignants. Autant « revoir la règle... au niveau de l'ensemble de la fonction publique » (piste 11).

Ensuite Écolo demande : « Pourquoi n'essaie-t-on pas de régler le vrai problème : ces enseignants proches de la fin de carrière, démotivés, et qui utilisent les possibilités d'un système. N'a-t-on pas autre chose à leur proposer ? Comme une gestion plus humaine des fins de carrière. » (4) Le problème, ce sont donc les vieux profs qui "profitent", pas la surcharge de travail qui les épuise. Onkelinx ne s'est d'ailleurs pas



Écolo nous entraîne dans la voie sans issue du carcan budgétaire : prendre l'argent chez les enseignants, les étudiants et la Sécu ! Pendant ce temps, sur le boulevard, profs et élèves exigent que l'on fasse enfin payer les riches !

privé de piquer l'idée de la « meilleure gestion des fins de carrière » pour faire passer son dernier décret de suppression d'emplois. En 1994 déjà, Écolo préconisait les prépensions volontaires avec incitants financiers (5).

Fusions, suppression d'options et diminution du taux d'encadrement. Écolo n'est pas opposé aux fusions. Il veut « inciter aux regroupements sur base de proximité géographique, des cours donnés à des petits groupes en cinquième et sixième ». Il est d'accord de « prendre des mesures qui visent à inciter des établissements de petite taille à coopérer » (pistes 17-18). Pas de différence avec Onkelinx sauf qu'Écolo préconise des regroupements volontaires autour d'un projet pédagogique. Mais les conséquences restent les mêmes, projet pédagogique ou pas : suppressions d'emplois et d'options, classes surpeuplées...

Faire payer les étudiants !

Pour financer l'enseignement supérieur, Écolo propose un « minerval différé », à payer après les études en fonction du revenu professionnel, « pendant quelques années » (piste 23).

Même le PS n'ose avancer cette piste. Le minerval est un frein à

l'accès pour les enfants du peuple. Sans sa suppression, il est vain de parler de la gratuité de l'enseignement supérieur. Et ce minerval différé, ce prêt d'études pourrait, dans les faits, s'élever à 300.000 francs. Mais qui pourra se permettre de s'engager dans plusieurs années d'études avec pour perspective de devoir les rembourser s'il trouve un travail ? Un enfant de riche pourra toujours compter sur l'aide de sa famille. Mais pour un enfant de travailleurs, c'est un risque énorme.

Écolo entend « appliquer en priorité cette proposition aux seconds diplômés et aux troisièmes cycles avec en parallèle une réduction des subventions publiques pour ce type d'études » (piste 24) ! Grafé sera attentif à ces propositions, lui qui envisage justement de réduire (ou de supprimer) les subsides pour les étudiants ayant deux diplômes en poche (6).

Faire payer la Sécurité sociale !

La seule piste mentionnée par Écolo pour augmenter les moyens venant du fédéral, est « la diminution des cotisations patronales pour le secteur non-marchand (enseignement, hôpitaux...), afin d'y favoriser l'éclosion de nouveaux emplois » (piste 1). Et à quoi conduira le trou ainsi créé dans les caisses de la Sécurité sociale ? A de nouvelles attaques contre les chômeurs, les malades, les pensionnés (enseignants compris)... Les propositions concrètes d'Écolo montrent à quelles dérives mène le "réalisme" parlementaire. Pas la moindre trace d'une véritable alternative. Le vote en commission a d'ailleurs montré ce que représente la force d'un "relais politique" comme Écolo. Le décret a été voté sans y changer une virgule. Seul un parti comme le PTB qui soutient le combat et cherche à l'élargir vers la Flandre et les autres secteurs et qui dirige ce combat contre le grand capital est un parti utile pour obtenir la victoire.

1. Pistes de financement de la Communauté française. De la résignation à l'imagination. Réflexions et pistes examinées par Écolo, novembre 1994. 2. Solidaire, 28 février 1996. 3. Pistes t, op.cit. 4. Ecoles en Vert, août 1995. 5. Pistes, piste 22, op. cit. 6. Voir arrêtés d'application des Hautes Ecoles.

Écolo aux syndicats : "Courage, capitulons"

Écolo prétend être le seul parti à refuser le "fatalisme budgétaire". Mais jamais, il n'a relayé les revendications qui exigent que le gouvernement puise l'argent dans les bénéfices et les revenus de la fortune.

Aujourd'hui, un dirigeant syndical, Willem Miller, propose une modération salariale. Sans hésiter, Écolo salue son "courage". Pour Marcel Cheron, chef de groupe au Conseil de la Communauté, la démarche « est courageuse parce qu'elle cherche une issue à un conflit qui pourrait ». (1) Une grève se

maintient courageusement, résiste aux intimidations et aux atteintes au droit de grève, cherche à s'élargir. Pour Écolo, elle "pourrait". Un dirigeant abandonne le mot d'ordre central, le refinancement. Il est "courageux et constructif". Etre « constructif », c'est donc accepter le carcan budgétaire et chercher des solutions en son sein, destructrices pour l'enseignement et les profs. Et Cheron essaie de faire passer la capitulation en égratignant le gouvernement : « Les pouvoirs publics obligent les syndicats à avoir de l'imagination pour gérer eux-mêmes

la misère. Les syndicats font le sale boulot. Comme à la SNCB, quand la CGSP a proposé la modération salariale. » Et pourquoi les syndicats seraient-ils "obligés" de se soumettre au gouvernement ? Prof et étudiants ne l'entendent pas de cette oreille. Depuis plus de six semaines (et pour beaucoup d'étudiants, depuis la rentrée 1995), ils résistent, refusent le carcan budgétaire et exigent le refinancement. C'est cela le vrai courage !

1. Le Soir, 22 mars 1996

Donner au combat un effet boule de neige

Profs et étudiants avec les travailleurs de CMI

Alice Bernard

Les travailleurs de CMI (Cockerill Mechanical Industries), en région liégeoise, ont reçu la visite inattendue d'étudiants et d'enseignants. Lundi 18 mars, à midi, un cortège d'une centaine de personnes arrive devant l'usine alors en grève. Ils apportent de la soupe aux grévistes. L'initiative vient de la section

hôtellerie de l'institut Ste Marie. Plusieurs écoles de Seraing sont représentées par des profs et des étudiants. Les enseignants de Ste Marie ont téléphoné aux élèves pour les inviter à participer à l'action. « Quand on entend parler de licenciements, on se sent concernés », expliquent-ils. Les élèves se sont rendus dans d'autres écoles avec un calicot : « Emploi =

dignité ». Au piquet de grève, les profs et les élèves sont salués par des applaudissements : « Merci pour votre présence, pour votre solidarité ». Les jeunes distribuent la soupe, discutent avec les travailleurs.

Thomas, étudiant, raconte cette rencontre. « Les ouvriers nous ont fait visiter l'usine. J'ai vu un hangar

avec trois locomotives toutes neuves destinées au Danemark. A cause des magouilles du patron, elles n'ont jamais été vendues. Des millions sont en train de rouiller dans ces hangars ! Les ouvriers trouvaient super cette solidarité. On se bat tous pour la même chose. On les a invités à nos actions et promis de venir aux leurs. » Un ouvrier de CMI ajoute : « Les

enseignants se battent pour leur emploi. Nous aussi et la solidarité n'est jamais de trop. Moi, je me bats pour moi et ma famille, mais aussi pour l'avenir des jeunes. En venant à l'usine, ils entrent en contact avec de vieux routiers de la lutte qui peuvent leur apprendre à ne pas tomber dans les pièges, à s'organiser pour donner à leur combat un effet boule de neige. »

Choisir entre le peuple et une élite

URSS, 1928 : 41% des universitaires viennent de milieux ouvriers

«La bourgeoisie ne donne aux ouvriers que la quantité d'instruction qui correspond à ses intérêts», écrit Friedrich Engels. Cette phrase est plus actuelle que jamais.

Filip Peers

Pour la reconstruction d'après-guerre et l'expansion économique de 1945 à 1975, les entreprises avaient besoin d'une main d'oeuvre qualifiée. Il fallait développer l'enseignement. Depuis 1975, le capitalisme connaît une crise profonde. Certains économistes nous expliquent qu'un million et demi, voir deux millions de gens dans notre pays n'ont en fait pas besoin d'enseignement poussé. Ils sont chômeurs ou ont un travail qui ne nécessite pas d'études. Du point de vue patronal, leur donner un enseignement, c'est jeter de l'argent par les fenêtres. Fini la démocratisation de l'enseignement; le budget doit diminuer. D'où les propositions de sélection renforcée, de numerus clausus, de diminution de l'encadrement. Les fusions, l'autonomie et le système des enveloppes budgétaires servent à mieux orienter les écoles sur les besoins des entreprises. Résultat : un enseignement d'élite qui produit les cadres des entreprises, un enseignement technique très spécialisé organisé en collaboration avec les entreprises et un enseignement poubelle pour la majorité qui ne trouve de toute façon pas de boulot. Ce genre d'enseignement existe déjà aux Etats Unis. Les universités de Yale et de Harvard exigent un minerval impayable de 20.000 dollars.



1954. Les succès de l'enseignement en Union soviétique impressionnent de nombreux enseignants de par le monde. Ici, un enseignant suisse assiste à un cours.

On y trouve un enseignement secondaire privé élitiste et des écoles secondaires publiques avec des profs sous-payés et des programmes rédigés par les entreprises. Ce genre d'enseignement produit chaque année deux millions de jeunes qui quittent l'école sans savoir écrire ou lire correctement. Dans une société capitaliste, la démocratisation de l'enseignement n'est jamais plus qu'un sous-produit des intérêts du patronat. Une enseignement démocrati-

que et accessible à tous n'est possible que dans une société socialiste. Toutes les révolutions socialistes ont placé le développement de l'enseignement dans leurs priorités. En Union soviétique, en 1919, en pleine guerre civile, le gouvernement a voté un décret déclarant la guerre à l'analphabétisme. Avant la révolution de 1917, 76 % de la population âgée de plus de neuf ans ne savait ni lire ni écrire. En 1961, il n'en reste que 1,5 %. (1) Le Dr. Émile Dillon, qui a vécu en Russie entre 1877 et 1914 disait des paysans russes : «La population paysanne était médiévale dans ses institutions... et préhistorique dans ses conceptions de la vie.» (2). La révolution a introduit les sciences et les connaissances dans ce pays. En 1956-1957, 50,4 millions de citoyens soviétiques (un sur quatre) suivaient l'une ou l'autre forme d'enseignement. L'enseignement y était complètement gratuit. 79 % des étudiants bénéficiaient d'une bourse. Le système d'enseignement soviétique a fortement impressionné le ministre belge de l'Instruction d'alors, Collard, en visite en URSS en 1957. (1) Avant la révolution, 90 % des femmes étaient analphabètes. En 1957, elles constituaient 51 % des étudiants des écoles supérieures. (1) Avant 1917,

l'enseignement était surtout l'affaire des enfants des milieux aisés. Sous le socialisme, on a ouvert les écoles aux enfants des paysans et ouvriers. Déjà en 1928, plus de 41 % des universitaires provenaient d'un milieu ouvrier. (3) Grâce au développement de l'enseignement, l'URSS disposait en 1955 de 299.000 médecins (contre 20.000 en 1913) (4). Les écoles avaient formé les intellectuels et les techniciens indispensables à l'industrialisation rapide des années 20 et 30. Selon Kuru-miya, professeur à l'Indiana University, ce développement industriel remarquable «a sauvé le pays pendant la Deuxième Guerre mondiale». (5) La réintroduction du capitalisme menace de détruire complètement ces acquis. Aujourd'hui en Russie, un million et demi d'enfants ne sont plus scolarisés. Ils ont abandonné les bancs de l'école pour chercher du travail ou rejoindre des organisations criminelles. (6)

1. Chiffres cités dans Solidaire n°1059 et «Les progrès du pouvoir Soviétique depuis 40 ans, Ed. en langues étrangères, Moscou 1958.2. Ludo Martens, Un autre regard sur Staline, p.64. 3. Soviet Russia, W.H. Chamberlin, p.283. 4. Russia since 1917, Frederick L Schuman p.234. 5. Ludo Martens, op.cit., p.57. 6. Le Monde, 8 février 1996.

EN BREF

Charleroi : politiciens harcelés

Les profs et les jeunes de Charleroi harcèlent les politiciens PS et PSC. Harcèlement, pas discussion : ces politiciens ne veulent "dialoguer" que dans le cadre du carcan budgétaire. Profs et élèves ont déchiré les coûteuses brochures diffusées à la tournée de Joëlle Milquet, «Le nouveau visage du PSC». Réponse logique à celle qui a déclaré à l'adresse des enseignants : «C'est de la racaille, je vais appeler les flics».

Le Collectif, rassemblant une trentaine d'écoles, s'est rendu chez Philippe Busquin, président du PS. C'est lui «le chef d'orchestre et Onkelinx une simple pianiste», a déclaré un parlementaire PS. Autre action : une marche parrainée pour payer les frais de l'action en justice intentée par trois écoles contre Onkelinx (contre le retrait arbitraire de 20 % sur les salaires des profs). Mais aussi une marche aux flambeaux devant le Festival du Film social. Busquin n'a pas osé s'y présenter. L'autre Philippe, le ministre des Finances, Maystadt, a dû lui, écourter sa conférence, harcelé par des questions pertinentes sur le refinancement. Lui, qui a la parole facile pour tromper les gens, était impuissant devant le discours des profs et étudiants.

Les profs et les jeunes sont chaque jour davantage à réclamer qu'on aille chercher l'argent où il est, par exemple en imposant les grosses fortunes. (L.L.)

Namur : mariage avec un polygame

Des enseignants de l'Institut Saint Etienne (Court Saint Etienne) ont organisé en l'église Saint Nicolas de Namur, le 17 mars, le mariage de Mademoiselle Ecole avec Monsieur Capitalisme. La cérémonie et le débat qui a suivi ont bien posé le problème : la logique du marché et de la concurrence n'apportent que la misère à la population. Le chanoine Beauduin (patron du SEGEC : l'enseignement catholique) a décliné l'invitation. «Ce n'est pas la bonne méthode pour défendre le caractère chrétien de notre enseignement», a-t-il écrit. Le cabinet Onkelinx a même demandé au Segec de "tenir ses troupes". Ceci parce que les directeurs du libre ont osé critiquer le décret ! Olivier Deleuze (Ecolo) a contesté «la toute-puissance du fric». Mais quand un intervenant lui a demandé quelle était sa marge de manoeuvre pour s'y opposer, il a répondu que ça ne l'intéressait pas ! Bernard Antoine (coordination du non marchand) a déclaré que le capitalisme est polygame : il force au mariage, non seulement l'école, mais tous les services publics.

Liège : allons vers les banques !

Une manifestation rallie 5.000 enseignants et étudiants le 21 mars à Liège. Après le passage de la trémie, surprise : plusieurs centaines de profs, pour la plupart d'écoles techniques, quittent le cortège officiel. Où vont-ils ? Vers le quartier des grandes banques. «Les promenades, on n'en veut plus, il faut frapper là où ça fait mal.» La fanfare se charge de dynamiser l'ambiance. Les façades de la Générale, de la Bacob et de la BBL reçoivent une pluie d'oeufs divers. «De l'argent, c'est ce qu'il faut pour l'enseignement, et c'est là qu'il est», rappellent plusieurs militants. Devant l'hôtel de ville, retentissent les cris : «Jean-Maurice, démission». Le groupe retrouve ensuite le reste du cortège. Une prochaine fois, il vaudrait mieux mener les actions tous ensemble, concluent des enseignants.

Manif le 28 mars à Liège et le 2 avril à Bruxelles

Après six semaines de grève, le mouvement des enseignants et des élèves ne désarme pas. Les profs luttent pour un enseignement accessible à tous nos enfants. Ils refusent que les travailleurs se sacrifient à nouveau et luttent pour que cette fois, on s'en prenne aux grosses fortunes. Ils méritent le soutien de tous les travailleurs, de tous les syndicalistes néerlandophones et francophones. Ce soutien, on peut le leur témoigner en venant à leur manifestation,

avec des calicots, le jeudi 28 mars à Liège. Nos enfants seront déjà là. Notre place est à leurs côtés.

La CEMNL, la centrale chrétienne de l'enseignement moyen préconise la mise sur pied d'un rassemblement d'envergure à Bruxelles, le jour où «contrairement à notre demande, le décret sur l'encadrement serait voté»... (Journal et Indépendance, 21 mars 1995) Un mot d'ordre à suivre certainement.

L'inacceptable "Plan Miller"

Des propositions à rejeter intégralement

Willem Miller, président de la CEMNL (Confédération de l'enseignement moyen libre), a sorti un "projet alternatif" au décret Onkelinx provoquant aussitôt l'enthousiasme du libéral Daniel Ducarme. Régis Dohogne, président de la FIC (Fédération des instituteurs chrétiens) dénonce : «La proposition de la CEMNL s'inscrit dans la logique budgétaire de la Communauté française».

Georges Moreau

Le "projet Miller" (1) part du principe qu'il faut accepter les objectifs d'économies d'Onkelinx pour 96. Miller propose, à court terme (2):

1) d'accepter le décret sur les fusions d'écoles (900 millions d'économies; 800 emplois perdus)
2) de remplacer le décret Onkelinx sur l'encadrement (2,7 milliards d'économies; 3000 emplois perdus) par d'autres mesures d'économie (2,5 milliards).

3) de remplacer le plan d'accompagnement Onkelinx (qui coûtait un milliard à la Communauté) par des mesures sociales « qui ne coûtent rien » ! En tout, Onkelinx gagnerait 800 millions dans l'opération. A "long terme", Miller propose six recettes pour dépenser moins, et six pistes dites de "refinancement".

Saquer dans les salaires et les emplois

La principale des mesures d'économie est une réduction salariale de 1 % (un saut d'index partiel qui rapporte 1,2 milliards). Les autres syndicats ont rejeté catégoriquement cette proposition. «Les enseignants ne font pas la grève en 1996 pour obtenir la perte de ce qu'ils ont arraché en 1990», dit un communiqué du SEL.

«C'est un dangereux précédent» estime Dohogne. Une fois cette porte déverrouillée, la Communauté française ne se privera pas d'y

frapper à nouveau. A défaut d'un refinancement, 15 milliards doivent être trouvés d'ici fin 99.

Les profs ne sont pas seuls ! Le patronat fait du chantage à l'emploi pour faire accepter des réductions de salaire et de cotisations sociales. Les ouvriers de Cockerill-Sambre ont résisté. Les enseignants doivent résister aussi. Cela justifie déjà en soi un rejet radical du plan Miller.

Miller suggère que cette perte de 1 % soit rattrapée en cinq ans. Personne n'y croit. A l'origine, la ponction était prévue pour tous les enseignants, y compris ceux du primaire, pourtant pas directement concernés, mais qui avaient fait grève en solidarité avec leurs collègues. Ce serait d'autant plus scandaleux de réduire leur salaire qu'ils sont encore moins bien payés que les régents ou les licenciés. Dans "Le Soir" du vendredi 22 mars, Miller recule sur ce point et annonce qu'il s'agirait de «prélever 50 % de l'indexation de la masse salariale». Mais chez qui ? Si on ne prend plus chez les instituteurs, cela veut dire que les profs du secondaire perdront 2 ou 3 % au lieu de 1 %... Le saut d'index toucherait également les subsides de fonctionnement (-220 millions). Commentaire de la FIC : «Le prélèvement sur les frais de fonctionnement entraînerait une situation ingérable dans la plupart des établissements».

Plusieurs autres propositions de Miller sont des pertes d'emplois



De plus en plus de profs réclament qu'on s'attaque aux fortunes, aux banques, aux bénéfiques... Miller propose au contraire de «réduire les charges patronales» et d'offrir de nouveaux cadeaux aux entreprises...

déguisées : réduction du nombre de chargés de missions (100 millions d'économies), assouplissement des titres (100 millions), organisation de formations en inter-réseaux (60 millions), suppression de la protection des directeurs mis en disponibilité par défaut d'emploi (100 millions) et 100 millions de mesures non spécifiées. Au total : quelque 500 emplois liquidés, à ajouter aux 800 des fusions.

Le "plan social" qui accompagne le projet Miller ne vaut pas mieux. La prépension volontaire à 55 ans passe de 75 % du salaire (proposition Onkelinx), à 65 %. Plus personne ne voudra prendre sa prépension à ce tarif-là ! D'autres mesures, qui favorisent le travail à temps partiel en fin de carrière,

créeront des inégalités inacceptables par rapport aux enseignants qui ont déjà fait le choix de travailler à horaire réduit.

Il y a enfin la proposition d'autoriser l'embauche de jeunes sous contrat "PEP" (première expérience professionnelle) dont l'ONEm finance une partie. Ainsi une mesure en faveur de «l'emploi des jeunes», remplace des emplois normaux par des sous-statuts !

Refinancer... les entreprises !

Dans les meetings, les assemblées, les manifs et à la télé, les profs réclament qu'on s'attaque aux fortunes, à la fraude fiscale, aux bénéfiques, aux banques... Miller

propose au contraire de «réduire les charges patronales pour le secteur non-marchand» et d'offrir «des incitants sociaux et fiscaux aux entreprises» pour qu'elles «contribuent» à l'enseignement. On irait tout droit vers le système allemand, où le patronat jouit de réductions d'impôts lorsqu'il accepte de prendre des étudiants en stage (double gain : moins d'impôts et un contrôle sur la formation des jeunes). Aucune proposition de "refinancement" n'est chiffrée et pour cause : elles ne rapportent presque rien !

1. Nous ne parlons pas de "projet CEMNL", espérant bien que les militants de ce syndicat le rejeteront cette semaine. 2. Le Soir, 21 mars 1996

Onkelinx aux ordres du patronat

Ses 40 propositions émanent des multinationales

Georges Martin

Les quarante propositions d'Onkelinx reprennent point par point ce qu'exigent les patrons des... quarante principales multinationales européennes. "L'école autrement" (1) d'Onkelinx c'est l'école des patrons. En 1987, ces patrons, réunis au sein de la Table Ronde Européenne des industriels (ERT), déclarent que «la connaissance fait partie intégrante de l'industrie européenne, tout comme la structure du coût de ses produits» et créent un "Groupe de travail sur l'enseignement". En 1989, ce groupe affirme que «le développement technique et industriel des entreprises européennes exige une rénovation accélérée des systèmes d'enseignement». Les patrons y

déplorent que «l'industrie n'a qu'une très faible influence sur les programmes enseignés» et les enseignants, «une compréhension insuffisante de la notion de profit». Ils énumèrent à nouveau leurs exigences en février 1995 (2). La lecture de ces deux rapports et des 40 propositions d'Onkelinx est édifiante ! La ministre reprend mot à mot les revendications patronales.

Le texte d'Onkelinx répète qu'il faut atteindre un «socle de compétences» (p.14, 31, 32, 34, 46). L'ERT identifie «un certain nombre de compétences» que les élèves et étudiants devraient acquérir (3). Les propositions Onkelinx insistent lourdement sur la nécessité «d'apprendre à appren-

dre» (p.27, 33, 35) et l'ERT déclare qu'il faut «créer la société qui apprend... du berceau au tombeau» (4). Les 40 propositions affirment qu'il faut accentuer l'apprentissage des langues pour créer un «réservoir important de bilingues voire de trilingues» (p.20 et 37). L'ERT estime, en 1995, qu'il faut «maîtriser au moins une langue étrangère» et assurer «l'apprentissage d'une seconde langue au stade le plus précoce» (5). Onkelinx veut adapter l'enseignement aux «technologies de l'information et de la communication» (p.29), instaurer le «télé-enseignement» (enseignement à distance) (p.29). L'ERT veut «une introduction massive des multimédia et des ordinateurs, accessibles à chaque élève», «introduire la technologie

sur les lieux d'apprentissage ce qui encourage les élèves à l'auto-apprentissage à l'école et à la maison» (6). Onkelinx veut «un consensus entre le monde de l'entreprise et celui de l'éducation et de la formation» et viser «l'excellence» (p.19). Les patrons exigent que les universités deviennent des «centres d'excellence» et «réaffirment leur foi dans la valeur d'une coopération entre industrie et université» (7). La ministre veut obliger les enseignants à se former aux besoins des entreprises au cours de toute leur carrière (p.56) et les soumettre à un «contrôle de qualité» (p.8, 18). Elle répond ainsi parfaitement aux vœux des patrons qui, exigent «la surveillance et le contrôle systématique de la qualité de l'enseignement», les

«professeurs devant être évalués régulièrement en fonction de leurs talents pédagogiques, de leur volonté d'apprendre et de leurs résultats» (8).

Les libéraux ont donné une cote de 9,5 sur 10 aux propositions de la socialiste Laurette. Devinette : quelle cote lui ont donnée les patrons ?

1. L'école autrement, c'est possible, recueil des 40 propositions. 2. Une éducation européenne, vers une société qui apprend, février 1995, ERT, 113 av. Henri Jaspar, 1060 Bruxelles (tel: 02 - 534 31 00) 3. ERT 1989, p.24; ERT 1995 p. 12. 4. ERT 1995, pp.8, 13, 15. 5. ERT 1989, p.10, ERT 1995, pp.13, 18, 21. 6. ERT 1995, pp.7, 27, 29. 7. ERT 1995, pp.23, 24. 8. ERT 1995, pp.7, 31.